



CyberGun s.a.

Tel: 33 1 69 11 71 00
Fax: 33 1 69 11 71 01

AIR SOFT GUN®
Worldwide leader

www.cybergun.com

BP 87 91072 Bondoufle - FRANCE

Exclusive worldwide*
licensee for these
famous brands



Auto-Ordnance Corporation

Thompson



Je soussigné, Eric GRUAU Directeur Général de la S A CYBERGUN, 9/11 rue Henry DUNANT a 91070 BONDOUFLE

Atteste



Fait a Bondoufle
Le 7 Aout 2009

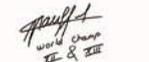


Eric GRUAU



Directeur Général

M. Kalashnikov



Eric Grauffel
World Champion

Qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Paris - Geneva - Brussel - San-Francisco - Phoenix - Hong Kong - Tokyo

CYBERGUN au capital de 786 661 euros - Siège social 9/11 rue Henri Dunant 91070 BONDOUFLE - RC EVRY B 337 643 795 - TVA 703 37643 795

* Except Beretta

Société cotée à la Bourse de PARIS - FR0004031839 - Listed on the PARIS Stock Exchange

CYBERGUN

Société Anonyme

9-11 rue Henri Dunand
91070 Bondoufle

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2009

ACOREX
24 place Avesnières
B.P. 40602
53006 Laval Cedex

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
B.P. 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CYBERGUN

Société Anonyme
9-11 rue Henri Dunand
91070 Bondoufle

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CYBERGUN, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- L'Annexe aux comptes annuels expose dans la note 1.1 « Immobilisations incorporelles » les règles et méthodes comptables relatives aux modalités d'immobilisations, d'évaluation et d'amortissement des licences.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent la détermination de ces valeurs et à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

- L'évaluation des immobilisations financières est réalisée selon les règles et méthodes décrites dans la note 1.3 de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Laval et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2009

Les Commissaire aux Comptes

ACOREX



Jean-François MERLET

Deloitte & Associés



Alain PENANGUER

ACTIF	Exercice clos le 31/03/2009 (12 mois)				Exercice précédent 31/03/2008 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	2 964 495	1 203 445	1 761 049	6,15	1 918 303	6,03
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	9 248		9 248	0,03	9 248	0,03
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles	30 000		30 000	0,10		
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	1 113 011	473 206	639 805	2,24	547 414	1,72
Autres immobilisations corporelles	362 757	288 033	74 724	0,26	79 642	0,25
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes	3 531		3 531	0,01	3 531	0,01
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	301 727		301 727	1,05	301 727	0,95
Créances rattachées à des participations	100		100	0,00	100	0,00
Autres titres immobilisés						
Prêts	7 720		7 720	0,03	4 130	0,01
Autres immobilisations financières	182 292		182 292	0,64	220 289	0,69
TOTAL (I)	4 974 881	1 964 685	3 010 196	10,52	3 084 383	9,70
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises	2 847 591	180 778	2 666 813	9,32	3 609 760	11,35
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	9 047 412	283 588	8 763 823	30,62	10 176 512	32,00
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	97 123		97 123	0,34	172 760	0,54
. Personnel	3 314		3 314	0,01	3 631	0,01
. Organismes sociaux	1 000		1 000	0,00		
. Etat, impôts sur les bénéficiaires	91 853		91 853	0,32	662 462	2,08
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	58 595		58 595	0,20	78 000	0,25
. Autres	9 159 490		9 159 490	32,00	10 496 898	33,01
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	2 024 518		2 024 518	7,07	338 770	1,07
Disponibilités	2 488 778		2 488 778	8,69	2 115 889	6,65
Charges constatées d'avance	13 216		13 216	0,05	49 609	0,16
TOTAL (II)	25 832 889	464 366	25 368 523	88,62	27 704 291	87,12
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion actif (V)	246 269		246 269	0,85	1 009 753	3,18
TOTAL ACTIF (0 à V)	31 054 039	2 429 050	28 624 988	100,00	31 798 426	100,00

PASSIF	Exercice clos le		Exercice précédent	
	31/03/2009		31/03/2008	
	(12 mois)		(12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 1 011 309)	1 011 309	3,53	1 011 289	3,18
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	12 293 298	42,95	12 293 298	36,66
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	101 129	0,35	101 129	0,32
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	1 479 681	5,17	1 479 681	4,65
Report à nouveau	128 888	0,45	1 041 566	3,28
Résultat de l'exercice	958 192	3,35	-82 931	-0,25
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
	TOTAL(I)	15 972 497	55,80	15 844 032
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
	TOTAL(II)			
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	741 025	2,59	839 145	2,64
Provisions pour charges	38 368	0,13	38 368	0,12
	TOTAL (III)	779 393	2,72	877 513
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	4 181 854	14,61	5 145 904	16,18
. Découverts, concours bancaires	3 757 320	13,13	5 985 038	18,82
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers				
. Associés	338 272	1,18	436 675	1,37
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 111 254	7,38	1 761 734	5,54
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	192 100	0,67	218 706	0,69
. Organismes sociaux	187 715	0,66	124 736	0,39
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	135 865	0,47	119 910	0,38
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	210 581	0,74	198 546	0,62
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	593 228	2,07	412 295	1,30
Produits constatés d'avance				
	TOTAL(IV)	11 708 190	40,90	14 403 543
Ecart de conversion passif (V)	164 909	0,58	673 338	2,12
TOTAL PASSIF (I à V)	28 624 988	100,00	31 798 426	100,00

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/04/2008 au 31/03/2009

Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/03/2009 (12 mois)		Exercice précédent 31/03/2008 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises	6 117 748	15 811 900	21 929 647	99,01	17 820 783	99,23	4 108 864	23,06	
Production vendue biens									
Production vendue services	18 205	201 348	219 553	0,99	138 662	0,77	80 891	58,34	
Chiffres d'Affaires Nets	6 135 953	16 013 247	22 149 200	100,00	17 959 445	100,00	4 189 755	23,33	
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation									
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			251 227	1,13	210 381	1,17	40 846	19,42	
Autres produits			59 337	0,27	191 409	1,07	-132 072	-68,99	
Total des produits d'exploitation			22 459 764	101,40	18 361 235	102,24	4 098 529	22,32	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			14 025 370	63,32	12 266 327	68,30	1 759 043	14,34	
Variation de stock (marchandises)			935 245	4,22	-472 827	-2,62	1 408 072	297,80	
Achats de matières premières et autres approvisionnements			222 221	1,00	16 443	0,09	205 778	N/S	
Variation de stock (matières premières et autres approv.)									
Autres achats et charges externes			2 824 146	12,75	2 833 446	15,78	-9 300	-0,32	
Impôts, taxes et versements assimilés			212 632	0,96	198 481	1,11	14 151	7,13	
Salaires et traitements			1 265 069	5,71	1 148 440	6,39	116 629	10,18	
Charges sociales			590 498	2,67	536 604	2,99	53 894	10,04	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			290 139	1,31	322 868	1,80	-32 729	-10,13	
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant			184 027	0,83	148 282	0,83	35 745	24,11	
Dotations aux provisions pour risques et charges					139 447	0,78	-139 447	-100,00	
Autres charges			759 085	3,43	618 678	3,44	140 407	22,69	
Total des charges d'exploitation			21 308 432	96,20	17 756 189	98,87	3 552 243	20,01	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			1 151 332	5,20	605 047	3,37	546 285	90,29	
Bénéfice attribué ou perte transférée									
Perte supportée ou bénéfice transféré									
Produits financiers de participations									
Produits des autres valeurs mobilières et créances			11 028	0,05			11 028	N/S	
Autres intérêts et produits assimilés			576 531	2,60	648 925	3,61	-72 394	-11,15	
Reprises sur provisions et transferts de charges			919 054	4,15	375 920	2,09	543 134	144,48	
Différences positives de change			1 645 083	7,43	1 142 151	6,36	502 932	44,03	
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					31 863	0,18	-31 863	-100,00	
Total des produits financiers			3 151 696	14,23	2 198 860	12,24	952 836	43,33	
Dotations financières aux amortissements et provisions			601 578	2,72	901 735	5,02	-300 157	-33,28	
Intérêts et charges assimilées			506 827	2,29	619 080	3,45	-112 253	-18,12	
Différences négatives de change			2 036 990	9,20	1 192 240	6,64	844 750	70,85	
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements			228 012	1,03			228 012	N/S	
Total des charges financières			3 373 408	15,23	2 713 055	15,11	660 353	24,34	
RÉSULTAT FINANCIER			-221 712	-0,99	-514 195	-2,85	292 483	56,88	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			929 620	4,20	90 852	0,51	838 768	923,22	

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/04/2008 au 31/03/2009

Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/03/2009 (12 mois)		Exercice précédent 31/03/2008 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 291	0,01	6 412	0,04	-4 121	-64,26	
Produits exceptionnels sur opérations en capital			36 434	0,20	-36 434	-100,00	
Reprises sur provisions et transferts de charges							
Total des produits exceptionnels	2 291	0,01	42 846	0,24	-40 555	-94,64	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	156	0,00	945	0,01	-789	-83,48	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	55 410	0,25	192 370	1,07	-136 960	-71,19	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions							
Total des charges exceptionnelles	55 566	0,25	193 316	1,08	-137 750	-71,25	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-53 275	-0,23	-150 470	-0,83	97 195	64,59	
Participation des salariés							
Impôts sur les bénéfices	-81 847	-0,36	23 313	0,13	-105 160	-451,07	
Total des Produits	25 613 751	115,64	20 602 941	114,72	5 010 810	24,32	
Total des Charges	24 655 559	111,32	20 685 872	115,18	3 969 687	19,19	
RÉSULTAT NET	958 192	4,33	-82 931	-0,45	1 041 123	N/S	
	<i>Bénéfice</i>		<i>Perte</i>				
Dont Crédit-bail mobilier	12 208	0,06	12 118	0,07	90	0,74	
Dont Crédit-bail immobilier							

NOTES ANNEXES

Sommaire

PREAMBULE	
1	REGLES ET METHODES COMPTABLES 3
1.1	Immobilisations incorporelles 3
1.2	Immobilisations corporelles 4
1.3	Immobilisations financières 4
1.4	Stocks 4
1.5	Créances 5
1.6	Opérations en devises 5
1.7	Provisions pour risques et charges 5
1.8	Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés des sociétés françaises 6
1.9	Valeurs mobilières de placement 6
1.10	Résultat exceptionnel 6
2	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 6
2.1.1	Acquisition Tech Group 6
2.1.2	Extension de licences 7
2.1.3	Lettre d'intention exclusive en vue de l'acquisition de la société danoise X-Guns 7
3	NOTES SUR LE BILAN ACTIF 8
3.1	Immobilisations brutes 8
3.2	Amortissements et provisions d'actif 8
3.3	Détail des immobilisations et amortissements en fin de période 8
3.4	Etat des créances 9
3.5	Provisions pour dépréciation de l'actif circulant 9
3.6	Produits à recevoir par postes du bilan 10
3.7	Valeurs mobilières de placement 10
3.8	Charges constatées d'avance 10
4	NOTES SUR LE BILAN PASSIF 11
4.1	Capital social 11
4.2	Emission de bons de souscription d'actions 11
4.3	Variations des capitaux propres 11
4.4	Provisions pour risques et charges 12
4.5	Etat des dettes 12
4.6	Dettes auprès des établissements de crédit 12
4.7	Dettes représentées par des effets de commerce 13
4.8	Charges à payer par postes du bilan 13
5	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 14
5.1	Ventilation du chiffre d'affaires 14
5.2	Résultat d'exploitation 14
5.2.1	Autres achats et charges externes 14
5.2.2	Autres charges 14
5.3	Résultat financier 15
5.4	Perte de change 15
5.5	Résultat exceptionnel 15
5.6	Ventilation de l'impôt 15
5.7	Accroissements et allégements de la dette future d'impôts 16
6	AUTRES INFORMATIONS 17
6.1	Effectif 17
6.2	Ecarts de conversion 17
6.3	Indemnités de fin de carrière 17
6.4	Droits individuels à la formation (DIF) 17
6.5	Plan de Stock Options 18
6.6	Rémunération des dirigeants 18

6.7	Eléments concernant les entreprises liées et les participations	18
6.8	Tableau des filiales et participations	19
6.9	Engagements donnés	20
6.9.1	Prêts bancaires	20
6.9.2	Effets escomptés non échus	20
6.9.3	Instruments de couverture.....	20
6.10	Résultat par action.....	21
7	EVENEMENTS POST CLOTURE	21
8	DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE.....	22
8.1	Produits à recevoir	22
8.2	Charges à payer	23
8.3	Charges constatées d'avance.....	23

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/03/2009 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/03/2008 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 28 624 988,29 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 958 192,05 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 Immobilisations incorporelles

Les droits d'enregistrement de marques, les inscriptions de marques payées à l'INPI, l'OMPI ou autres organismes assurent des protections pour 10 ans minimum. Ils sont ensuite renouvelés pour une durée de 10 ans. Ces investissements sont amortis sur 10 ans soit la durée de protection.

Les licences exclusives de reproduction sont dépréciées suivant la durée des contrats, selon le mode linéaire.

Ces licences sont analysées à chaque clôture des comptes en fonction des flux de chiffre d'affaires futurs estimés.

Lorsque des licences de marques sont louées en contrepartie d'une redevance annuelle, cette dernière est comptabilisée en charges sur la période.

Les logiciels sont dépréciés sur 1 an suivant le mode linéaire.

1.2 Immobilisations corporelles

Les règlements CRC n°2002-10 (relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) et CRC n°2004-06 (sur la définition, l'évaluation et la comptabilisation des actifs) sont entrées en application au 1er janvier 2005. Ils conduisent à appliquer le principe de la ventilation des immobilisations par composants.

Pour se conformer à ces règlements, il a été procédé à l'analyse sur la réallocation des valeurs comptables.

La nature des immobilisations figurant à l'actif du bilan de l'entreprise ne justifie pas leur ventilation par composant.

L'application de ces règlements n'a eu aucun impact sur les capitaux propres d'ouverture ni sur le résultat de l'exercice.

Les terrains, constructions, installations techniques et autres immobilisations corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements sont pratiqués généralement selon les rythmes et méthodes suivants :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Installations techniques	5 ans	Linéaire
Moules	10 ans	Linéaire
Agencements	5 à 10 ans	Linéaire
Vitrines en dépôt	8 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire / dégressif
Mobilier	5 ans	Linéaire

1.3 Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour la valeur brute historique, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire est déterminée par référence à la situation nette comptable et à la valeur d'utilité de la société.

Le risque de non recouvrement des dépôts et cautionnement est estimé à chaque arrêté et éventuellement provisionné.

Les prêts en devises étrangères sont réévalués au cours de clôture. La perte de change latente éventuelle est alors provisionnée.

1.4 Stocks

Les stocks de marchandises et d'accessoires sont évalués selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré.

Les articles à rotation lente font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les stocks acquis en devises sont valorisés au cours du jour d'achat.

1.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale est inférieure à leur valeur comptable.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable en respectant le principe de prudence. Les provisions pour dépréciation constatées sont individualisées et ne résultent pas d'une estimation globale.

Conformément à la réglementation en vigueur, les créances cédées sous forme de MCNE (Mobilisation de Créances Nées de l'Étranger) entraînant un transfert de propriété de ces dernières aux banques n'apparaissent plus à l'actif du bilan.

1.6 Opérations en devises

Les créances, les dettes et les disponibilités en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euro sur base du cours du jour de l'opération.

A la clôture de l'exercice, toutes les opérations figurant au bilan sont converties sur la base du taux de conversion à la date de l'arrêt des comptes, les différences de conversion sont inscrites à des comptes d'écart de conversion actif et passif.

Pour information, le cours de conversion du dollar utilisé au 31 mars 2009 est de 1,3308 contre 1,5813 au 31 mars 2008.

Les pertes latentes éventuellement constatées sur les créances et dettes en devises, options de change et contrats de couverture à terme de devises sont provisionnées. Toutefois, pour certaines créances et dettes libellées dans la même devise et lorsque les termes sont jugés suffisamment voisins, le montant de la dotation pour perte de change est limité à l'excédent des pertes sur les gains latents.

1.7 Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources et dont l'évaluation peut être effectuée avec une fiabilité suffisante.

Les provisions comprennent notamment :

- des engagements de retraite et autres avantages,
- des pertes de change latentes,
- des litiges,
- des opérations financières présentant une valeur de marché négative (swap / futurs...).

1.8 Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés des sociétés françaises

Les engagements en matière d'indemnité de départ en retraite sont pris en compte par des provisions pour retraite dans les sociétés du groupe.

Les provisions pour retraite ont été calculées en évaluant selon la méthode rétrospective ce que le Groupe devrait verser à ses salariés partant en retraite.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements à la retraite sont les suivantes :

- Turnover annuel : 6%
- Age moyen de départ à la retraite : 63 ans
- Augmentation annuelle moyenne des salaires : 2%
- Coefficient d'actualisation : 2%

1.9 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan pour la valeur brute historique, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les valeurs mobilières de placement comprennent notamment les actions propres détenues par Cybergun ainsi que tout instrument de placement court terme de trésorerie.

Lorsque la valeur de marché des valeurs mobilières de placement est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

1.10 Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires du groupe et qui ne sont pas, en conséquence, sensés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

2.1.1 Acquisition Tech Group

Au travers sa filiale MICROTRADE et de ses sous-filiales, le Groupe Cybergun, a conclu le 11 avril 2008 l'acquisition de la totalité du capital du groupe Tech Group Hong Kong spécialisé dans la conception et la fabrication de pistolets de paintball pour enfants.

Pour l'essentiel les produits Tech Group sont distribués sur l'ensemble des enseignes de la grande distribution européenne et nord américaine spécialisées dans le domaine du jouet.

Cette acquisition porte sur 100% du capital de la société Tech Group Hong Kong qui elle-même détient l'intégralité du capital de ces filiales Tech Group USA et Tech Group UK.

L'opération s'est réalisée moyennant le paiement de 400 K\$ en numéraire complétée par 300 K\$ en actions Cybergun SA prises sur le nombre d'actions en autocontrôle. A titre de garantie, ces actions ont été portées

sur un compte séquestre ouvert chez Natixis. Un second versement conditionné aux résultats définitifs de l'exercice clos le 31 mars 2008 a été effectué en juillet 2008 pour 300 K\$.

Le complément de prix calculé sur la performance de Tech Group au cours de l'exercice clos le 31 mars 2009 s'élève à 176 K\$; par ailleurs les perspectives pour le prochain exercice clos le 31 mars 2010 a permis d'estimer la dernière de tranche de l'earn out à 1 000 K\$.

Compte tenu du court délai entre la date de début du présent exercice, et sa date de prise de contrôle, l'entrée dans le périmètre de consolidation de Tech Group a été établie au 1^{er} avril 2008.

2.1.2 Extension de licences

Conclusion d'accords relatifs à l'extension des licences Kalashnikov, Swissarms, Sig-Sauer et Sigpro, ainsi que la conclusion d'une nouvelle avec GSG.

2.1.3 Lettre d'intention exclusive en vue de l'acquisition de la société danoise X-Guns

Au cours du mois de mars 2009, Cybergun a annoncé la signature d'une lettre d'intention exclusive en vue de l'acquisition de la totalité du capital de X-Guns, société danoise spécialisée dans la distribution d'armes factices et d'accessoires.

En 2008, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 900 000 euros, dont près de la moitié via la distribution de produits Cybergun, et un résultat opérationnel de 80 000 euros.

Grâce à cette acquisition, Cybergun pense pouvoir élargir son offre de produits, notamment dans le domaine des accessoires. Cette nouvelle implantation permettra au groupe son développement sur l'ensemble du marché scandinave.

3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 Immobilisations brutes

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Actif immobilisé valeurs brutes	31/03/2008	Aug.	Diminution	31/03/2009
Immobilisations incorporelles	2 973 219	30 524		3 003 743
Immobilisations corporelles	1 277 854	219 835	18 391	1 479 298
Immobilisations financières	526 246	46 028	80 435	491 839
<i>TOTAL</i>	<i>4 777 319</i>	<i>296 387</i>	<i>98 826</i>	<i>4 974 880</i>

3.2 Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	31/03/2008	Aug.	Diminution	31/03/2009
Immobilisations incorporelles	1 045 668	157 777		1 203 445
Immobilisations corporelles	647 268	132 362	18 391	761 239
Immobilisations financières	0			0
<i>TOTAL</i>	<i>1 692 936</i>	<i>290 139</i>	<i>18 391</i>	<i>1 964 684</i>

3.3 Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant brut	Amortis.	Valeur nette	Mode/Durée
Logiciels	37 352	37 209	143	Linéaire 1 an
Licences de marques	2 927 143	1 166 236	1 760 907	linéaire 10 à 30 ans
Autres immo.incorporelles	9 248	0	9 248	Non amortissable
Installations techniques	71 779	49 905	21 874	Linéaire 5 ans
Moules	1 041 232	423 302	617 930	linéaire 10 ans
Agencements	57 859	24 105	33 754	Linéaire 5 à 10 ans
Vitrines en dépôts	113 502	113 502	0	Linéaire 8 ans
Mat. de transport	30 509	15 577	14 932	Linéaire 3 à 5 ans
Mat. de bureau et informatique	154 599	129 577	25 022	Linéaire/dégressif 3 à 5 ans
Mobilier	6 288	5 272	1 016	Linéaire 5 ans
Acompte versé s/ immo. corporelles	3 531	0	3 531	Non amortissable
Acompte versé s/ immo. incorporelles	30 000	0	30 000	Non amortissable
<i>TOTAL</i>	<i>4 483 042</i>	<i>1 964 685</i>	<i>2 518 357</i>	

3.4 Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	100		100
Prêts accordés au personnel	7 720		7 720
Dépôts et cautionnements	182 292		182 292
<i>Sous-total créances immobilisées</i>	<i>190 112</i>	<i>0</i>	<i>190 112</i>
Clients douteux	577 940	577 940	
Autres créances clients	8 469 471	8 469 471	
Personnel et comptes rattachés	3 314	3 314	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 000	1 000	
Etat - impôt s/ les bénéfices	91 853	91 853	
Etat - taxe s/ la valeur ajoutée	58 595	58 595	
Groupe et associés	9 113 131	9 113 131	
Débiteurs divers	143 482	143 482	
Charges constatées d'avance	49 609	49 609	
<i>Sous-total créances de l'actif circulant</i>	<i>18 508 395</i>	<i>18 508 395</i>	<i>0</i>
Total	18 698 507	18 508 395	190 112

3.5 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant

Nature des provisions	au 31/03/2008	Augmentation	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	au 31/03/2009
Stock et en-cours	173 076	35 702	28 000		180 778
Créances clients	135 263	148 325			283 588
Valeur mobilières de placement	219 356		219 356		0
TOTAL	527 695	184 027	247 356	-	464 366

Le poste dépréciation des créances clients comprend notamment la provision pour dépréciation de la créance détenue sur la filiale Asgun à hauteur de 134 979 euros (créance à plus de 90 jours d'un montant nominal de 337 445 euros – taux de dépréciation de 40%).

La reprise de provision pour dépréciation des actifs financiers concernent les actions propres Cybergun S.A.

3.6 Produits à recevoir par postes du bilan

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	184 298
Autres créances	
Organismes sociaux	1 000
Disponibilités	
TOTAL	185 298

3.7 Valeurs mobilières de placement

Titres	31/03/2009				31/03/2008			
	Quantité	Coût historique	Valeur d'inventaire	Plus ou moins-values latentes	Quantité	Coût historique	Valeur d'inventaire	Plus ou moins-values latentes
Actions propres	196 441	1 110 916	1 373 982	263 066	66 037	558 126	338 770	-219 356
FCP trésorerie	-	913 603	913 677	74	-	0		
TOTAL	-	2 024 518	2 287 659	263 141	-	558 126	338 770	-219 356

La provision pour dépréciation des actions propres au 31/03/08 a été reprise au 31/03/09.

3.8 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur, et dont le montant total est de 13 216 euros.

4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 Capital social

Mouvements des titres	Total Nbre d'actions	Capital social
Titres en début d'exercice	3 083 401	1 011 289 €
Augmentation de capital	60	20 €
	3 083 461	1 011 309 €

4.2 Emission de bons de souscription d'actions

Les caractéristiques des B.S.A.R. A (ISIN FR0010386201 - CYBSA) sont les suivantes :

- Nombre de bons en circulation : 505 159 ;
- 3 B.S.A.R. A permettent de souscrire à 1 action à 18 € ;
- Échéance : convertissable à tout moment jusqu'au 15 juillet 2009.

Par ailleurs le groupe Cybergun rappelle que des B.S.A.R. B (ISIN FR0010386219 - CYBSB) ont été également émis avec les caractéristiques suivantes :

- Nombre de bons en circulation : 505 159 ;
- 3 B.S.A.R. B permettent de souscrire à 1 action à 27,5 € ;
- Échéance : convertissable à tout moment jusqu'au 15 juillet 2010.

4.3 Variations des capitaux propres

	Solde au 31/03/2008 avant affectation	Augmentat°	Affectat° résultat	Distribut° dividendes	Résultat de l'exercice	Solde au 31/03/2009 avant affectation
Capital	1 011 289	20				1 011 309
Prime d'émission	12 293 298					12 293 298
Réserve légale	101 129					101 129
Autres réserves	1 479 681					1 479 681
Report à nouveau	1 041 566		-82 931	-829 747		128 888
Résultat N-1	-82 931		82 931			0
Résultat de l'exercice					958 192	958 192
<i>Total capitaux propres</i>	<i>15 844 032</i>		<i>0</i>	<i>-829 747</i>	<i>958 192</i>	<i>15 972 497</i>

Le dividende par action versé au cours de l'exercice a été de 0,28 € (décision prise lors de l'assemblée générale du 25 septembre 2008).

4.4 Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	31/03/2008	Aug.	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	31/03/2009
Prov. pour litiges	139 447	0	0	0	139 447
Prov. pour perte de change - (cf 1.6)	699 698	174 042	699 698	0	174 042
Prov. pour perte sur instrument de couverture	0	427 536	0	0	427 536
Prov. pour départ à la retraite - (cf 1.8)	38 368	0	0	0	38 368
TOTAL	877 513	601 578	699 698	0	779 393

La provision pour litige concerne un contrôle Urssaf portant sur le bien fondé des exonérations ZFU pour un montant de 139 447 €. Le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale a rendu son jugement en faveur de l'Urssaf.

4.5 Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Découvert bancaire	300 753	300 753		
Mobilisation de créances nées à l'étranger (MCNE)	3 456 567	3 456 567		
Prêts bancaires	4 181 584	1 656 316	2 525 268	
Fournisseurs	2 111 254	2 111 254		
Dettes fiscales & sociales	726 261	726 261		
Comptes-courants des sociétés du Groupe	338 272	338 272		
Autres dettes	593 228	593 228		
TOTAL	11 707 919	9 182 651	2 525 268	0

4.6 Dettes auprès des établissements de crédit

	au 31/03/2008	Augmentation	Remboursements	au 31/03/2009
Prêts bancaires LMT	5 128 234	400 000	1 355 851	4 172 383
Intérêts courus	17 671	9 471	17 671	9 471
TOTAL	5 145 905	409 471	1 373 522	4 181 854

Au cours de l'exercice, la société a soucrit un nouvel emprunt pour la somme de 400 000 euros.

4.7 Dettes représentées par des effets de commerce

Origine des effets de commerce	Montant
Dettes financières	0
Fournisseurs et assimilés	1 010 804
Autres dettes	0
<i>TOTAL</i>	<i>1 010 804</i>

Les effets de commerce concernent essentiellement des crédits documentaires.

4.8 Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer	Montant
Emp.& dettes financières div.	17 679
Fournisseurs	230 821
Dettes fiscales & sociales	489 294
Autres dettes	507 599
<i>TOTAL</i>	<i>1 245 393</i>

5 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT 31/3/2009	Montant HT 31/3/2008
Vente de marchandises hors Communauté Européenne	11 632 920	8 751 098
Ventes de marchandises France	6 117 748	5 055 404
Vente de marchandises Communauté Européenne	4 178 980	4 014 280
Produits des activités annexes (redevances marque)	201 348	106 563
Prestations de services hors Communauté Européenne	0	32 100
Prestations de services France	18 205	0
Activités annexes	0	0
TOTAL	22 149 200	17 959 445

5.2 Résultat d'exploitation

5.2.1 Autres achats et charges externes

Nature des charges	31/03/2009	31/03/2008
Sous-traitance	41 316	1 428
Location du matériel	16 260	17 075
Location et charges immobilières	246 480	240 083
Entretien du matériel	47 340	58 789
Assurances	124 504	120 809
Frais d'études et de recherches	38 796	33 271
Personnel intérimaire	59 320	112 607
Commissions versées	178 738	159 431
Honoraires	888 726	836 972
Frais de publicité et de communication	326 657	430 197
Frais de transport et de déplacements	638 013	627 303
Frais de télécommunications	87 798	82 978
Services bancaires et divers	130 198	112 503
	2 824 146	2 833 446

5.2.2 Autres charges

Natures des charges	31/03/2009	31/03/2008
Redevances licences marques	599 492	317 739
Pertes sur créances et charges diverses	159 593	300 939
	759 085	618 678

5.3 Résultat financier

Pour l'essentiel le résultat s'explique de la façon suivante :

Composantes du résultat financier (perte)	31/03/2009	31/03/2008
Dividendes perçus	0	0
Perte sur opérations en devises	-293 787	-373 866
Produits de cession des V.M.P.	0	31 863
Charges de cession des V.M.P.	-228 012	0
Provision pour dépréciation des actions propres	219 356	-202 037
Intérêts des financements bancaires (court ou moyen/long terme)	-430 473	-611 457
Charges financières diverses	-76 354	-7 623
Autres produits financiers (intérêts des créances commerciales, des c/c Groupe)	587 559	648 926
<i>total</i>	<i>-221 712</i>	<i>-514 194</i>

5.4 Perte de change

Le solde net des gains et des pertes de change s'établit comme suit :

	Résultat réalisé au 31/03/09	Résultat réalisé au 31/03/08
Gains de change	1 645 083	1 142 151
Pertes de change	-2 036 990	-1 192 240
Reprise provision perte de change	699 698	375 920
Dotation provision perte de change	-601 578	-699 697
	-293 787	-373 866

5.5 Résultat exceptionnel

La perte exceptionnelle de 53 K€ s'explique essentiellement par le mali sur l'attribution d'actions gratuites pour 55 K€.

5.6 Ventilation de l'impôt

Niveau de résultat	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	1 151 332	386 578	764 754
Résultat financier	-221 712	-147 177	-74 535
Résultat exceptionnel	-53 275	-17 706	-35 569
Crédit d'impôt recherche		-303 542	303 542
<i>TOTAL</i>	<i>876 345</i>	<i>-81 847</i>	<i>958 192</i>

5.7 *Accroissements et allègements de la dette future d'impôts*

	Assiette	taux	Impôts
Allègements			
Provision Organic	27 670	33,33%	9 222
Provision Effort Construction	5 684	33,33%	1 894
Ecart de conversion passif	164 907	33,33%	54 964
<i>TOTAL</i>	<i>198 261</i>		<i>66 080</i>

	Assiette	taux	Impôts
Accroissements			
Ecart de conversion actif	246 269	33,33%	82 081
<i>TOTAL</i>	<i>246 269</i>		<i>82 081</i>

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Effectif

Catégories de salariés	ex.31/03/09	ex.31/03/08
Cadres	9	9
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	23	20
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
<i>Total</i>	32	29

6.2 Ecart de conversion

Ecart de conversion au 31/03/2009	Ecart actif	Ecart passif
Diminution des créances clients	7 075	
Augmentation des dettes fournisseurs	36 958	
Augmentation des dettes financières	202 235	
Augmentation des créances clients		107 626
Augmentation des créances immob.		1 282
Augmentation autres créances		35 849
Dim. des dettes fournisseurs		20 152
Total écart de conversion	246 268	164 909

6.3 Indemnités de fin de carrière

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite se chiffrent à 38 K€ au 31 mars 2009, inchangés par rapport au 31 mars 2008.

Ils sont comptabilisés en provision pour risques et charges, charges sociales incluses.

6.4 Droits individuels à la formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4-5-2004 reconnaît aux salariés un nouveau droit individuel à la formation (DIF). Au 31 mars 2009, les salariés de la société ont acquis 1 794 heures au titre du DIF.

6.5 Plan de Stock Options

Le nombre total de stocks options attribués aux salariés du groupe Cybergun est de 60 000 au 31 mars 2009. Les modalités de options sont les suivantes : l'option donnent le droit de souscrire à une action existante de Cybergun au prix de 5,50 € entre le 2 décembre 2008 et le 2 décembre 2010. L'exercice de ces options donnerait lieu à une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles pour un montant global de 330 000 €.

6.6 Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration s'élève à 220 K€.

6.7 Eléments concernant les entreprises liées et les participations

RUBRIQUE	Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	Entreprises liées
Actif immobilisé		
Participations	25 049	273 678
Créances rattachées à des participations		100
Autres immobilisations corporelles		
Actif circulant		
Créances clients et comptes rattachés	13 261	6 866 785
Autres créances		9 113 131
Dettes		
Dettes financières divers		337 945
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		255 032
Autres dettes		324 569
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Compte de résultat		
Produits de participations		
Autres produits financiers		553 498
Charges financières		
Autres produits exceptionnels		
Charges constatées d'avance		

Les entreprises liées sont celles qui appartiennent au Groupe dont Cybergun SA est l'entité consolidante. Il s'agit des sociétés Microtrade, Softair USA, Cybergun USA, Asgun, Cybergun International, Palco Marketing, Tech Group HK, tech Group UK et Tech Group US.

Seule la société Freiburghaus est comprise dans la rubrique « *Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation* ».

6.8 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Date dernier ex. clos	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis à la Sic	Cautions et avals donnés par la Sic	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sic dans l'ex.
A – Renseignements globaux concernant les filiales & participations											
<i>Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>											
Microtrade (Luxembourg)	31/03/2009	25 000	26 290	100%	273 678	273 678			895 054	-281 015	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>											
Freiburghaus (Suisse)	31/12/2008	120 313	64 414	22%	25 049	25 049			420 992	-5 873	
(1 CHF = 0,6684 EUR au 31/12/08)											
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations											
<i>- Filiales non reprises en A:</i>											
a) Françaises											
b) Etrangères											
<i>Participations non reprises en A:</i>											
a) Françaises											
b) Etrangères											

6.9 Engagements donnés

6.9.1 Prêts bancaires

Deux emprunts portés par la société Cybergun SA sont assortis d'un engagement de respect de plusieurs ratios financiers calculés sur la base des comptes sociaux de la base des comptes sociaux de la société Cybergun SA. Le non respect de ces ratios rend exigible les engagements dus.

Deux emprunts sont assortis de covenants sur Cybergun SA :

1. Emprunt HSBC de 246 K€ :

- Fonds propres supérieurs à 5 500 K€ ;
- Ratios des fonds propres / total bilan supérieur à 20% ;
- Ratios des dettes à LMT / fonds propres inférieur à 1 ;
- Ratios dettes à MLT / CAF inférieur à 4 ;
- Ratios frais financiers / EBE inférieur à 30%.

Au 31 mars 2009, l'ensemble de ces ratios est respecté.

2. Emprunt Banque Palatine de 221 K€ :

- Respect d'une situation nette au moins égale à 90% de celle existant au 31 décembre 2005 ;
- Ratios des fonds propres / dettes LMT supérieur à 1 ;
- Ratios d'endettement net / situation nette inférieure ou égale à 2.

Au 31 mars 2009, l'ensemble de ces ratios est respecté.

6.9.2 Effets escomptés non échus

Au 31 mars 2009, le montant d'effets escomptés « valeur » s'élève à 1 805 303 €.

6.9.3 Instruments de couverture

Au 31 mars 2009, les contrats de couverture sont :

Cap Floor								
Date d'opération	date de valeur	date de maturité	Opération	Devise	Nominal	Taux	Valeur de marché	
13/06/2008	30/01/2009	30/01/2013	Buy-Cap- plain Vanilla	USD	2 176 000 €	6,5	2 305 €	
13/06/2008	30/01/2009	30/01/2013	Sell-Cap- plain Vanilla	USD	2 176 000 €	3,25	-46 260 €	
Change à terme						USD		
06/08/2008	08/08/2008	09/04/2009	Buy / Sell	EUR/USD	1 311 992 €	-2 000 000	1,5244	-192 559 €
06/08/2008	08/08/2008	09/10/2009	Buy / Sell	EUR/USD	1 319 522 €	-2 000 000	1,5157	-92 624 €
08/08/2008	12/08/2008	11/12/2009	Buy / Sell	EUR/USD	2 017 485 €	-3 000 000	1,487	-101 404 €
18/08/2008	18/08/2008	15/01/2010	Buy / Sell	EUR/USD	1 230 517 €	-1 800 000	1,4628	-40 948 €
								<u>-427 535 €</u>
Swap de change						USD		
02/10/2008	06/10/2009	06/10/2008	Buy / Sell	EUR/USD	2 182 612 €	-3 000 000	1,3745	63 850 €
18/12/2008	22/12/2008	06/10/2009	Levee - Sell / Buy	EUR/USD	-2 182 612 €	3 000 000	1,3745	-65 313 €

6.10 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la société, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le calcul du résultat dilué par action tient compte le cas échéant, des conséquences qu'aurait eu l'ensemble des instruments dilutifs sur le calcul du résultat de la période et sur celui du nombre d'actions. Les BSA émis sur la période ainsi que les stocks options sont notamment considérés comme étant intégralement convertis en actions à l'échéance, ce qui entraîne un effet dilutif sur le résultat par action.

	31 mars 2009	31 mars 2008
Résultat par action (€)	0,323	-0,027
Résultat dilué par action (€)	0,288	-0,025

7 EVENEMENTS POST CLOTURE

Aucun événement post-clôture n'est à mentionner.

8 DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

8.1 Produits à recevoir

Produits à recevoir s/ clients et comptes rattachés	
Clients - factures à établir	54 679
Facture à établir Groupe	129 619
total	184 298

Produits à recevoir s/ organismes sociaux	
Organismes sociaux - produits à recevoir	1 000
total	1 000

8.2 Charges à payer

Emprunts & dettes auprès des établs de crédit	
Intérêts courus s/ prêts LMT	9 471
Intérêts courus à payer s/ concours bancaires	8 208
total	17 679

Dettes fournisseurs et cptes rattachés	
Fourn.- fact. non parvenues	230 821
Fourn. Groupe - fact. non parvenues	
total	230 821

Dettes fiscales et sociales	
Dettes prov. pour congés à payer	105 805
Dettes rtt	3 700
Personnel - autres charges à payer	73 841
Prov / attrib actions gratuites	8 172
Charges s/conges payés	47 348
Charges sur rtt	1 716
Org.sociaux charges à payer	38 131
Etat - charges à payer	11 535
Prov. taxe d'apprentissage	2 126
Prov. form. profess. continue	5 003
Prov. effort construction	6 395
Prov. taxe professionnelle	143 085
Prov. Organic	27 670
Prov. médecine du travail	995
Prov. taxe foncière	13 772
total	489 294

Autres dettes	
Divers - charges à payer	38 500
Charges à payer sur licences	109 675
Groupe - avoirs à établir	324 569
Clients - avoirs à établir	73 355
total	546 099

8.3 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	
Charges constatées d'avance	13 216
total	13 216

ACOREX
24 place d'Avesnières
53004 Laval CEDEX

DELOITTE & ASSOCIES
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CYBERGUN

Société Anonyme
9-11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CYBERGUN, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes 1.7.1 et 1.10 de l'annexe aux comptes consolidés relatives aux « principes et méthodes comptables » sur les goodwill exposent la méthode retenue par votre société pour effectuer les tests de dépréciation de ses goodwill.

Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces tests, à revoir les modalités de calcul de la valeur de recouvrabilité de ces actifs et à apprécier la présentation qui en est faite en annexe. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

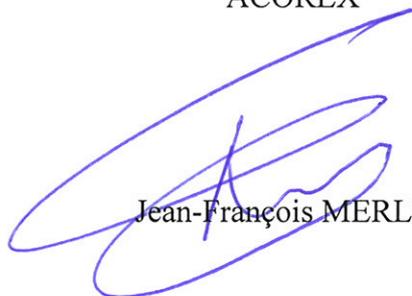
III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Laval et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2009

Les Commissaires aux Comptes

ACOREX



Jean-François MERLET

Deloitte & Associés



Alain PENANGUER



Comptes annuels consolidés

au 31 mars 2009

Sommaire

Bilan Actif consolidé	2
Bilan Passif consolidé	3
Compte de résultat consolidé	4
Tableau de variation des capitaux	5
Tableau des flux de trésorerie	6
Notes Annexes	7

Bilan actif consolidé

ACTIF en K€	Note	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
ACTIFS NON-COURANTS				
Immobilisations corporelles	3.2	1 248	943	1 375
Goodwill	3.1.1	9 924	6 664	7 799
Autres immobilisations incorporelles	3.1.2	2 168	2 332	2 584
Participations entreprises associées	3.3.1	28	30	28
Autres actifs non courants	3.3.1	222	256	200
Actifs d'impôts non courants	3.4	1 136	1 299	1 322
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		14 726	11 524	13 308
ACTIFS COURANTS				
Stocks et en-cours	3.5	11 526	12 368	15 310
Créances Clients	3.6	7 255	7 278	6 703
Actifs d'impôt courants		492	1 098	259
Autres actifs courants	3.6	441	1 267	626
Autres actifs financiers courants	3.7	363	1 227	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.8	2 926	2 730	7 745
Actifs non courants destinés à être cédés				
TOTAL ACTIFS COURANTS		23 002	25 968	30 643
TOTAL ACTIF		37 728	37 491	43 951

L'actif des bilans consolidés au 31 mars 2009 et 31 mars 2008 a été retraité pour refléter les effets du changement de présentation décrit en note 1.2.1.

Bilan passif consolidé

PASSIF en K€	Note	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis		1 011	1 011	1 011
Autres réserves		12 439	12 919	14 223
Résultat de l'exercice		1 117	-999	2 722
Intérêts minoritaires				
TOTAL CAPITAUX PROPRES		14 567	12 931	17 956
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts et dettes financières à long terme	4.1	11 999	12 824	13 984
Passifs d'impôts différés	3.4	51	292	180
Provisions à long terme	4.2	38	38	73
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		12 088	13 155	14 237
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs	4.3	2 548	2 594	4 373
Emprunts à court terme (dont concours bancaires courants et intérêts courus)	4.1	2 946	5 021	3 139
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.1	2 217	2 283	2 178
Passifs d'impôt courant		320	52	747
Provisions à court terme	4.2	282	139	
Autres passifs courants	4.3	2 762	1 317	1 321
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés				
TOTAL PASSIFS COURANTS		11 074	11 406	11 758
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		37 728	37 491	43 951

Le passif des bilans consolidés au 31 mars 2009 et 31 mars 2008 a été retraité pour refléter les effets du changement de présentation décrit en note 1.2.2.

Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RÉSULTAT en K€	Notes	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Chiffre d'affaires		42 679	34 581	36 046
Achats consommés		-25 450	-19 192	-18 458
<i>Marge brute</i>		<i>17 228</i>	<i>15 389</i>	<i>17 588</i>
Autres produits de l'activité		509	424	95
Charges de personnel	5.5	-4 785	-4 636	-3 522
Charges externes		-8 682	-9 121	-7 912
Impôts taxes et versements assimilés		-304	-307	-282
Dotations aux amortissements et provisions	5.6	-691	-1 417	-410
Gains et pertes de change	5.4	-199	-201	-697
<i>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</i>		<i>3 076</i>	<i>131</i>	<i>4 860</i>
Autres produits et charges opérationnels	5.3	300	-187	-40
<i>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</i>		<i>3 376</i>	<i>-56</i>	<i>4 820</i>
Produits/Pertes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		-349	-136	46
Coût de l'endettement brut		-1 351	-1 425	-955
<i>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</i>	5.7	<i>-1 700</i>	<i>-1 561</i>	<i>-909</i>
Autres produits et charges financiers	5.7	255	73	52
Charges d'impôt	5.8	-815	546	-1 241
<i>RÉSULTAT NET AVANT RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉS</i>		<i>1 117</i>	<i>-999</i>	<i>2 722</i>
Résultat net d'impôt provenant des activités abandonnés ou en cours de cession				
<i>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE</i>		<i>1 117</i>	<i>-999</i>	<i>2 722</i>
dont part revenant au groupe		1 117	-999	2 722
dont part revenant aux minoritaires				
Résultat par action				
<i>de base</i>		<i>0,376</i>	<i>-0,321</i>	<i>1,084</i>
<i>dilué</i>		<i>0,335</i>	<i>-0,301</i>	<i>1,067</i>

Tableau de variation des capitaux consolidés

en K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Total Capitaux propres
CAPITAUX PROPRES au 31/03/06	804	4 663	1 113	1 006	-4	7 581
Variation de capital de l'entreprise consolidante	207	7 542				7 749
Distributions de dividendes						
Affectation en réserves			1 006	-1 006		0
Variations des écarts de conversion					-14	-14
Incidence des réévaluations						
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			-132			-132
Actions gratuites			50			50
Changements de méthodes comptables						
Autres variations						
<i>RESULTAT au 31/03/2007</i>				2 721		2 721
CAPITAUX PROPRES au 31/03/07	1 011	12 205	2 037	2 721	-19	17 955
Affectation du résultat en réserves			1 004	-1 004		0
Distribution de dividendes				-1 717		-1 717
Variations des écarts de conversion					-1 510	-1 510
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			-406			-406
Application IAS 21					-614	-614
Actions gratuites			222			222
Changements de méthodes comptables						
<i>RESULTAT au 31/03/2008</i>				-999		-999
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2008	1 011	12 205	2 857	-999	-2 143	12 931
Affectation du résultat en réserves			-999	999		0
Distribution de dividendes			-830			-830
Variations des écarts de conversion					2 160	2 160
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			-666			-666
Application IAS 21					8	8
Actions gratuites			-152			-152
Changements de méthodes comptables						
<i>RESULTAT au 31/03/2009</i>				1 117		1 117
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2009	1 011	12 205	210	1 117	25	14 568

Tableau des flux de trésorerie

	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Résultat net consolidé	1 117	-999	2 721
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	-15	222	50
Plus et moins values de cession	127	259	40
+Charge d'impôt	816	-546	1 241
+Coût de l'endettement	1 700	1 556	910
+Amortissements et provisions	618	702	560
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement	4 363	1 194	5 522
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	3 583	-1 617	-3 936
Impôts sur les résultats payés	39	-1 079	-2 143
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	7 985	-1 502	-557
Activités d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations	-586	-344	-852
Cessions d'immobilisations	101	6	311
Incidence des variations de périmètre	-803		-9 736
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	-1 288	-338	-10 277
Activité de financement			
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires	-830	-1 717	0
Augmentation de capital reçue			7 749
Autre variation des fonds propres	-894	-406	-130
Variation de l'endettement	-1 159	-2 292	7 531
Intérêts payés	-1 741	-1 566	-957
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-4 624	-5 981	14 193
Variation de trésorerie	2 073	-7 822	3 359
Trésorerie d'ouverture	-2 241	4 667	1 150
Trésorerie de clôture	-11	-2 241	4 667
Incidence des variations des cours devises	244	-312	158
Variation de trésorerie	1 987	-6 596	3 359

Les tableaux de flux de trésorerie consolidés au 31 mars 2009 et 31 mars 2008 ont été retraités pour refléter les effets des changements de présentation décrits en note 1.2.1. et 1.2.2.

Sommaire des notes annexes

1.	INFORMATIONS GENERALES.....	9
1.1.	Faits marquants de l'exercice.....	9
1.1.1	Acquisition Tech Group.....	9
1.1.2	Déclenchement de la clause de garantie actif passif inhérente à l'acquisition de Palco....	9
1.1.3	Extension de licences.....	9
1.2.	Changement de présentation du bilan.....	10
1.2.1	Trésorerie.....	10
1.2.2	Emprunt et dettes financières à long terme/ Passifs courants concours bancaires.....	10
1.3.	Principes comptables et méthodes d'évaluation IFRS.....	11
1.4.	Estimations et jugements comptables déterminants.....	12
1.5.	Périmètre de consolidation.....	13
1.6.	Conversion des comptes et opérations libellés en monnaie étrangère.....	14
1.6.1	Conversion des états financiers des filiales étrangères.....	14
1.6.2	Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères.....	14
1.6.3	Les cours de conversion EURO/USD suivants ont été utilisés.....	14
1.7.	Immobilisations incorporelles.....	15
1.7.1	Goodwill.....	15
1.7.2	Brevets et licences.....	16
1.7.3	Frais de développement.....	16
1.7.4	Autres immobilisations incorporelles.....	16
1.8.	Immobilisations corporelles.....	17
1.9.	Contrats de location.....	17
1.10.	Perte de valeur des actifs corporels et incorporels.....	18
1.11.	Actifs et passifs financiers.....	18
1.11.1	Actifs disponibles à la vente.....	18
1.11.2	Prêts et créances.....	18
1.11.3	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	18
1.11.4	Instruments dérivés.....	19
1.12.	Emprunts et autres passifs financiers.....	19
1.13.	Actions propres/Capital.....	19
1.14.	Actions ordinaires/Capital.....	19
1.15.	Actions préférentielles/Capital.....	20
1.16.	Rachat d'instrument de capitaux propre/Capital.....	20
1.17.	Provisions.....	20
1.18.	Stocks.....	20
1.19.	Avantages accordés aux salariés.....	21
1.19.1	Engagements de retraite.....	21
1.19.2	Droit individuel à la Formation (DIF).....	21
1.19.3	Paiements fondés en actions.....	21
1.20.	Chiffre d'affaires consolidé.....	22
1.21.	Autres produits et charges opérationnels.....	22
1.22.	Coût du financement et autres charges et produits financiers.....	23
1.23.	Impôts.....	23
1.24.	Impôt exigible.....	23
1.25.	Impôts différés.....	23
1.26.	Résultat par action.....	24
1.27.	Capitaux propres.....	24
1.27.1	Capital.....	24
1.27.2	Bons de souscription d'actions.....	24

1.27.3	Stock options.....	25
1.27.4	Actions propres	25
2.	GESTION DU RISQUE FINANCIER.....	26
2.1.	Risque de crédit.....	26
2.2.	Risque de liquidité	26
2.3.	Risque de marché.....	26
2.4.	Risque de change	26
3.	NOTES SUR LE BILAN ACTIF	27
3.1.	Immobilisations incorporelles.....	27
3.1.1	Survaleur.....	27
3.1.2	Autres Immobilisations Incorporelles.....	28
3.2.	Immobilisations corporelles.....	29
3.3.	Participations et Actifs financiers non courants.....	30
3.3.1	Participations entreprises associées	30
3.4.	Actifs et passifs d'impôts non courants	30
3.5.	Stock de marchandises.....	31
3.6.	Créances clients et autres actifs courants.....	31
3.7.	Autres actifs financiers courants.....	32
3.8.	Trésorerie et équivalent de trésorerie.....	32
4.	NOTES SUR LE BILAN PASSIF	33
4.1.	Emprunts et dettes financières	33
4.2.	Provisions pour risques et charges	34
4.3.	Fournisseurs et autres passifs courants	34
4.4.	Instruments dérivés	34
5.	NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT	35
5.1.	Information sectorielle.....	35
5.2.	Caractère saisonnier des activités du groupe	35
5.3.	Autres produits et charges opérationnels	36
5.4.	Gains et pertes de change.....	36
5.5.	Salaires et charges.....	37
5.6.	Dotations aux amortissements et provisions	37
5.7.	Résultat financier	38
5.8.	Charges d'impôts	38
6.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	39
6.1.	Engagements hors bilan	39
6.1.1	Existence clause de défaut sur deux emprunts	39
6.1.2	Instruments de couverture	40
6.1.3	Droit individuel à la formation (DIF)	40
6.1.4	Autres engagements hors bilan.....	40
6.2.	Parties liées	40
6.2.1	Relation avec la société Julliard	40
6.2.2	Relation avec la société Hobby Import.....	41
6.3.	La rémunération globale des organes d'administration	41
6.4.	Honoraires des commissaires aux comptes.....	41
6.5.	Distribution de dividendes	41
6.6.	Evènements post-clôture.....	41

INFORMATIONS GENERALES

Le Groupe CYBERGUN intervient sur le secteur d'activité de la distribution de répliques d'armes factices destinées au tir de loisir ou sportif et aux collectionneurs. Par ailleurs depuis l'acquisition de TECH GROUP, l'activité s'est élargie au domaine du jouet et en particulier au paintball pour enfants.

CYBERGUN est une société anonyme dont le siège social est situé en France, 9/11 rue Henri Dunant, zone d'activités les Bordes, BONDOUFLE (91070).

CYBERGUN est coté sur EUROLIST depuis le 29 avril 2004.

Les comptes consolidés au 31 mars 2009 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 8 juillet 2009.

Ils sont exprimés en milliers d'euro (KEUR).

Faits marquants de l'exercice

1.1.1 Acquisition Tech Group

Le groupe Cybergun au travers de sa filiale Cybergun Hong Kong, a conclu en avril 2008 l'acquisition de la totalité du capital du groupe Tech Group Hong Kong spécialisé dans la conception et la fabrication de pistolets de paintball pour enfants.

Pour l'essentiel les produits Tech Group sont distribués sur l'ensemble des enseignes de la grande distribution européenne et nord américaine spécialisées dans le domaine du jouet.

Cette acquisition porte sur 100% du capital de la société Tech Group Hong Kong qui elle-même détient l'intégralité du capital de ces filiales Tech Group USA et Tech Group UK.

L'opération s'est réalisée moyennant le prix de 1 176 KUSD. Un complément de prix estimé à 1 000KUSD a été provisionné.

L'entrée de Tech Group dans le périmètre de consolidation Cybergun est effective au 1^{er} avril 2008.

1.1.2 Déclenchement de la clause de garantie actif passif inhérente à l'acquisition de Palco

En mai 2008, une action judiciaire en garantie d'actif/passif a été engagée visant à bloquer la libération du solde de 1 MUSD donné en garantie et bloqué sur un compte séquestre lors de l'acquisition de Palco. Le dénouement de cette action s'est traduit par une conciliation dans laquelle le Groupe Cybergun a obtenu une indemnité de 521 KUSD au titre de la garantie de passif.

1.1.3 Extension de licences

Au 31 mars 2009, il n'existe pas d'échéance de moins de 5 ans pour les licences représentant plus de 10% du chiffre d'affaires.

Changement de présentation du bilan

1.1.4 Trésorerie

Les titres de placement en actions cotées auparavant comptabilisés dans la rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » ont été reclassés en « Autres actifs financiers courants » pour un montant de 363 KEUR au 31 mars 2009 et 1 227 KEUR au 31 mars 2008.

La trésorerie nette telle que définie dans la note 1.1.3 est inchangée.

1.1.5 Emprunt et dettes financières à long terme/ Passifs courants concours bancaires.

Un contrat d'avance en devises avec échéancier de remboursement sur 5 ans souscrit au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 a été enregistré à l'origine dans les passifs courants sous la rubrique « Emprunts à court terme – concours bancaires ». Compte tenu des modalités de remboursement le solde prêt bancaire a été reclassé et ventilé au niveau des passifs non courants pour sa part à plus d'un an et sous le poste « Partie courante des emprunts à long terme » pour sa part à moins d'un an. Le solde de ce prêt s'élève à 1 052 KEUR au 31 mars 2009 et 1 138 KEUR au 31 mars 2008.

Les bilans et les tableaux de flux de trésorerie des exercices 2008 et 2009 ont été retraités pour tenir compte de ces changements.

Principes comptables et méthodes d'évaluation IFRS

Les comptes consolidés de CYBERGUN sont préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables appliquées au 31 mars 2009 sont les mêmes que celles adoptées pour la préparation des états financiers annuels consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2009.

Les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations sont d'application obligatoire aux comptes de 2009 :

Les normes, amendements de normes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire aux comptes de 2008 :

- IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et l'amendement d'IAS 1 « Présentation des états financiers : informations à fournir sur le capital »
- IFRIC 7 « Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29, Informations financières dans les économies hyper inflationnistes »
- IFRIC 8 « Champ d'application d'IFRS 2, Paiements fondés sur des actions »
- IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés »
- IFRIC 10 « Information financière intermédiaire et pertes de valeur »

L'application de ces normes et interprétation n'a pas d'impact sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs il convient de préciser que le groupe n'a procédé à aucune anticipation de normes et interprétations décrites ci-dessous et que l'application de ces dernières ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers consolidés.

- la norme IAS 1 - «Présentation des états financiers» révisée et applicable au 1er janvier 2009 ;
- la norme IAS 23 - «Comptabilisation des coûts d'emprunts» amendée et applicable à compter du 1er janvier 2009 ;
- la norme IFRS 8 - «Secteurs opérationnels» applicable à compter du 1er janvier 2009 en remplacement de la norme IAS 14 ; l'application de cette norme ne devrait pas avoir d'impact sur la méthode de calcul de l'*impairment test*.
- l'interprétation IFRIC 11 - «Actions propres et transactions intra-groupes», applicable au 1er janvier 2009 ;
- l'interprétation IFRIC 12 - «Concessions», applicable à compter du 1er janvier 2008 mais non encore adoptée par l'Union Européenne ;
- l'interprétation IFRIC 15 - «Accords pour la construction d'un bien immobilier», applicable à compter du 1er janvier 2009 ;
- l'interprétation IFRIC 16 - «Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger», applicable à compter du 1er janvier 2009 ;
- la norme IFRS 3 - «Regroupements d'entreprises» révisée et applicable à compter du 1er janvier 2009 ;
- la norme IAS 27 - «Etats financiers consolidés et individuels» amendée et applicable au 1er juillet 2009 ;
- la norme IFRS 2 - «Paiements fondés sur des actions» amendée et applicable à compter du 1er janvier 2009 ;
- la norme IAS 32 - «Instruments financiers : informations à fournir et présentation» amendée et applicable à compter du 1er janvier 2009.

Estimations et jugements comptables déterminants

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants destinés à la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable ou de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers consolidés selon les IFRS nécessite, de la part de la direction du groupe, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les jugements exercés par la direction lors de l'application des IFRS pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période ultérieure, ils sont exposés dans les notes relatives aux tests de dépréciation des Goodwill, autres immobilisations incorporelles, et immobilisations corporelles.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Aucun changement significatif concernant les méthodes d'estimation n'a été mis en place sur la période.

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par Cybergun SA. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Périmètre de consolidation

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
Société mère :				
CYBERGUN SA	Zone d'activités les Bordes 9/11 rue Henri Dunant 91070 Bondoufle France	33764379500046		Société mère
Sociétés filiales :				
MICROTRADE SARL	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
CYBERGUN USA, Corp	PO BOX 35033, Scottsdale, AZ 85255 USA	N/A	100 %	IG
SOFTAIR USA Inc.	Vineyard Center II 1452 hugues Road Suite 107 GRAPEVINE TX 76051 /USA	N/A	100 %	IG
CYBERGUN INTERNATIONAL SA	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
ASGUN Doo	Dolenjska Cesta 133 LJUBLJANA	N/A	100 %	IG
PALCO SPORTS	8575 Monticello Lane North MAPLE GROVE MN 55369	N/A	100 %	IG
CYBERGUN HONG KONG	1401, 14th Floor World Commerce Center, Harbour City 7-11 Canton Road Tsim Sha Tsui, Kowloon HONG KONG	N/A	100 %	IG
TECH GROUP US	3221 South Cherokee Lane Suite 1820 Wodstock GA 30188 USA	N/A	100 %	IG
TECH GROUP UK	Unit D2 Sowton Industrial Estate Exeter Devon EX2 7 LA ENGLAND	N/A	100 %	IG
TECH GROUP HK	11B 9/F block B Hung Hom Commercial center 339 Ma Tai Wai Road Hung Hom Kowloon HONG KONG	N/A	100 %	IG

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable annuel le 31 mars.

La société Tech Group Hong Kong et ses deux filiales Tech Group USA et Tech Group UK ont été acquises en avril 2008 ; cette acquisition a porté sur 100 % de son capital. L'entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Cybergun a été effective au 1^{er} avril 2008.

Exclusion de périmètre :*Société Freiburghaus*

La société CYBERGUN n'exerce aucune influence notable sur la société FREIBURGHaus en raison de la présence d'un actionnaire très majoritaire. Celle-ci a par conséquent toujours été exclue du périmètre de consolidation.

Conversion des comptes et opérations libellés en monnaie étrangère

1.1.6 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes des filiales étrangères du groupe sont tenus dans leur monnaie de fonctionnement.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères y compris le goodwill sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les éléments du compte de résultat sont convertis en euros au cours approchant les cours de change aux dates de transactions, ou bien au cours moyen de la période lorsque les cours ne connaissent pas de fluctuations importantes. Les capitaux propres sont conservés au taux historique. Les écarts de change résultant des conversions sont portés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

1.1.7 Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

A la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de change de clôtures. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel.

En application de l'IAS 21, les avances en comptes courants auprès des filiales, dont le règlement n'est, ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible, constitue une part de l'investissement net du groupe. A ce titre, les écarts de change provenant de ces avances sont enregistrés en capitaux propres.

1.1.8 Les cours de conversion EURO/USD suivants ont été utilisés

✓ Cours au 31 mars 2007	1,3318
✓ Cours au 31 mars 2008	1,5813
✓ Cours au 31 mars 2009	1,3308
✓ Cours moyen du 31 mars 2006 au 31 mars 2007	1,2820
✓ Cours moyen du 31 mars 2007 au 31 mars 2008	1,4265
✓ Cours moyen du 31 mars 2008 au 31 mars 2009	1,4313

Immobilisations incorporelles

1.1.9 Goodwill

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales, entreprises associées et coentreprises et correspondent à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Les goodwills positifs ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation à la fin de chaque clôture annuelle. La valeur recouvrable des écarts d'acquisition est alors estimée soit sur la base d'une valeur de marché soit sur la base d'une valeur d'utilité. La valeur d'utilité est définie comme la somme des cash-flows actualisés relatifs aux unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwills se rattachent. Quand la valeur de marché ou la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée de façon irréversible.

Les unités génératrices de trésorerie retenues pour le calcul des tests de dépréciation correspondent aux filiales présentes dans un même pays.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation issus des budgets prévisionnels établis par la direction sur une durée de 4 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs d'après la méthode du Médaf/WACC est de 11 %. Le taux de croissance à l'infini pour la VT est de 2 %.

En termes de variation du chiffre d'affaires et des valeurs terminales, les hypothèses retenues sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des activités opérationnelles.

Les goodwills négatifs (qui selon IFRS 3 sont définis comme : « excédent de la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport à leur coût ») sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Le Goodwill généré dans le cadre de l'acquisition PALCO (9 582 KUSD, soit 7 200 KEUR au 31 mars 2009) a été maintenu en tant que tel et n'a donc pas été affecté. En effet l'acquisition de la société Palco Sports a été réalisée afin de donner accès au groupe Cybergun à un réseau de distribution de détail. En substance, le groupe a donc acquis des parts de marché lui permettant de compléter son maillage du territoire, assuré jusque là au travers de la seule grande distribution.

S'agissant de relations clients non contractuelles et non cessibles séparément, le groupe n'a pas constaté d'immobilisations incorporelles séparément du Goodwill.

Au 31 mars 2009, le Goodwill généré dans le cadre de l'acquisition de Tech Group (2 820 KUSD, soit 2 119 KEUR au 31 mars 2009) n'a pu être affecté. Conformément aux règles IFRS 3, son affectation définitive éventuelle sera appréciée au terme du délai imparti par la norme.

1.1.10 Brevets et licences

Les licences exclusives de reproduction sont amorties en linéaire sur la durée des contrats.

A la clôture de chaque exercice et pour chaque licence lorsqu'il existe des indicateurs de perte de valeur (essentiellement quand les ventes se révèlent inférieures aux prévisions), des cash flows prévisionnels actualisés sont calculés. Lorsque ces derniers sont inférieurs à la valeur nette comptable des licences, une dépréciation est pratiquée.

Les logiciels informatiques sont amortis sur mode linéaire sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 5 ans.

Les frais internes de développement et de dépôt de marques sont comptabilisés en charges. Il s'agit des coûts juridiques hors le dépôt lui-même ainsi que des frais induits. (Téléphone, courrier, traductions etc...)

1.1.11 Frais de développement

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de développement sont immobilisés dès que sont démontrés :

- ✓ l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- ✓ la probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement bénéficieront à l'entreprise ;
- ✓ et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés qui remplissent les critères sont inscrits à l'actif du bilan. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 6 ans.

1.1.12 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur (dépréciation). Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs existent, sont comptabilisés en immobilisations.

Aucun coût d'emprunt n'est incorporé aux coûts des immobilisations.

Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les amortissements sont calculés en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilisation estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les terrains, constructions, installations techniques et autres immobilisations corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements calculés par application de taux homogènes au sein du groupe, sont déterminés par référence aux modes et aux durées d'utilisation suivantes :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Agencements	5 à 10 ans	Linéaire
Moules de production	10 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 ans	Linéaire
Mobilier	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	4 à 5ans	Linéaire
Matériel de démonstration	5 ans	Linéaire

Ces durées d'amortissement sont revues et sont modifiées en cas de changement significatif ; ces changements sont appliqués de façon prospective.

Contrats de location

Suivant la norme IAS 17, les immobilisations utilisées dans le cadre d'un contrat de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisation corporelle et au passif en dette financière pour le montant des paiements à effectuer au titre du contrat de location.

Les loyers sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est répartie sur la durée du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au titre de chaque période.

Il n'existe aucun contrat de location financement au 31 mars 2009.

Perte de valeur des actifs corporels et incorporels

Conformément à la norme IAS 36 "Perte de valeur des actifs", lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur, les immobilisations incorporelles et corporelles du Groupe font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable ; cette valeur est définie comme la plus élevée de la juste valeur et de la valeur d'utilité.

Dans le cas où la valeur recouvrable des actifs serait inférieure à leur valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles (hors Goodwill) à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée).

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur cession. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du groupe Cybergun.

La norme IAS 36 définit le taux d'actualisation à utiliser comme le taux avant impôt reflétant l'appréciation actuelle de la valeur temps par marché et les risques spécifiques à l'actif. C'est le taux de rendement que des investisseurs demanderaient s'ils avaient à choisir un placement dont le montant, l'échéance et les risques seraient équivalents à ceux de l'actif ou de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) considéré.

Le taux d'actualisation utilisé pour les besoins du test de perte de valeur, de 11% prend en compte la structure financière et le taux d'endettement des entreprises du secteur, c'est-à-dire des " comparables " et non ceux de l'entreprise ou du groupe auquel appartient l'actif ou l'UGT.

Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont constitués des actifs disponibles à la vente, des prêts et créances, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments dérivés et des emprunts.

1.1.13 Actifs disponibles à la vente

Les titres non consolidés sont classés dans la catégorie « actifs disponibles à la vente » car ils ne répondent pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées directement dans les capitaux propres.

1.1.14 Prêts et créances

Ils comprennent des dépôts et des cautions.

1.1.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue, généralement de moins de 3 mois, aisément mobilisables ou cessibles à très court terme, convertibles en un montant de liquidités et ne présentent pas de risques significatifs de perte de valeur. Ils sont évalués selon la catégorie des actifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

Les découverts bancaires remboursables à vue qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

1.1.16 Instruments dérivés

Couverture de change

Afin de limiter le risque de change du Groupe, Cybergun SA couvre les risques de variations de change par des options de change. Comme les opérations ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture, elles sont comptabilisées comme des instruments de transaction.

Ces instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction au bilan dans les actifs ou passifs financiers courants. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

Couverture de taux

Les instruments dérivés de taux sont évalués à la juste valeur au bilan. Les variations de juste valeur sont traitées selon les modalités suivantes :

- ✓ la part inefficace de l'instrument dérivé est comptabilisée en résultat en coût de la dette ;
- ✓ la part efficace de l'instrument dérivé est comptabilisée en :
 - capitaux propres dans le cas d'un dérivé comptabilisé en couverture de flux de trésorerie (cas d'un swap permettant de fixer une dette à taux variable) ;
 - résultat (coût de la dette) dans le cas d'un dérivé comptabilisé en juste valeur de la couverture (cas d'un swap permettant de rendre variable une dette à taux fixe). Cette comptabilisation est compensée par les variations de juste valeur de la dette couverte.

Emprunts et autres passifs financiers

Les passifs financiers non dérivés comprennent les emprunts, autres financements et découverts bancaires.

Actions propres/Capital

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

Actions ordinaires/Capital

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires ou d'option sur actions, sont comptabilisés en déduction des fonds propres.

Actions préférentielles/Capital

Il n'existe pas d'actions préférentielles.

Rachat d'instrument de capitaux propre/Capital

Si le groupe rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée, y compris les coûts directement attribuables, est comptabilisé en diminution des capitaux propres. Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres.

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels" des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice :

- (a) il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé,
- (b) il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation
- (c) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou à des obligations actuelles pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Stocks

Les stocks de marchandises et d'accessoires sont évalués au plus faible du coût et de sa valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

Les stocks acquis en devise sont valorisés au cours du jour d'achat.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks d'encours et de produits finis ne comprennent que ceux liés à la production.

Avantages accordés aux salariés

1.1.17 Engagements de retraite

Les avantages du personnel postérieurs à l'emploi concernent uniquement les engagements du groupe en matière d'indemnités de fin de carrières. L'engagement du groupe pour les salariés des sociétés françaises est pris en compte sous de forme de provision.

Sur la base du mode de fonctionnement de chaque régime et des données fournies par chaque pays, les obligations futures de l'employeur ont été évaluées sur la base d'un calcul actuariel appelé « méthode des unités de crédit projetées » (« projected unit credit method »). Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment de son départ en fin de carrière.

Ces calculs actuariels intègrent diverses hypothèses :

- ✓ obligations définies par les conventions collectives ;
- ✓ tables de mortalités ;
- ✓ dates de départ à la retraite ;
- ✓ taux de progression des salaires et de rotation du personnel ;
- ✓ taux de rendement d'un placement financier « sans risque » ;
- ✓ les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en compte de résultat.

1.1.18 Droit individuel à la Formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle et au dialogue social ouvre pour le salarié un droit individuel à la formation (DIF) d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans.

Les dépenses à engager dans le cadre du DIF se rattachant à l'activité future de l'entreprise constituent des charges de la période au même titre que les autres dépenses de formation.

1.1.19 Paiements fondés en actions

Les programmes d'options sur actions permettent aux membres du personnel du Groupe d'acquérir des actions de la Société. La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. La juste valeur des options est évaluée en tenant compte des termes et conditions des options définis au moment de leur attribution :

- Plans de stock-options : la comptabilisation en résultat de cette rémunération est étalée sur la durée d'acquisition des droits.
- Actions gratuites : la charge comptable est déterminée sur la base du cours de l'action à la date d'attribution. Cette charge est prise en compte sur la durée d'acquisition des droits.

Le conseil d'administration de Cybergun réuni le 24 Janvier 2007 a procédé à l'attribution d'actions gratuites au bénéfice des salariés du groupe dans le cadre de la délégation reçue par l'assemblée générale extraordinaire du 12 septembre 2006.

Ces actions gratuites sont émises dans le cadre de l'article L225-197-1 du Code du commerce.

Un premier plan d'attribution en date du 24 janvier 2007 portant sur 48 751 actions a été décidé ; les conditions et critères d'attribution suivants :

- Ancienneté du salarié,
- Implication du salarié dans le fonctionnement et les objectifs du groupe,
- Performance individuelle du salarié, comprenant la réalisation des objectifs individuels du salarié et sa participation à la réalisation des objectifs du groupe.

L'attribution des actions gratuites aux bénéficiaires est devenue définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée de deux ans qui s'est achevée le 24 janvier 2009. A l'issue de cette période d'acquisition; les bénéficiaires sont tenus de conserver ces actions, sans pouvoir les céder pendant une période de conservation de deux ans. Dans le cadre de ce plan le nombre d'actions gratuites attribuées s'élève à 35 800.

Un second plan d'attribution en date du 24 janvier 2009 portant sur 9 250 actions a été proposé et ventilé de la façon suivante :

Salariés Cybergun sa	5 100 actions
Salariés Softair USA	1 000 actions
Salariés Palco Sports	1 800 actions
Salariés Tech Group UK	50 actions
Salariés Tech Group HK	650 actions
Salariés Tech Group USA	150 actions
Salariés Cybergun HK	500 actions

Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de marchandises et les frais de port facturés.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Dans le cas où l'existence de différé de paiement aurait un effet sur la détermination de la juste valeur, il en est tenu compte en actualisant les paiements futurs.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client que le transfert des risques est réalisé, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe. Dans le cas d'accords prévoyant une acceptation formelle des biens, équipements ou services reçus par le client, le chiffre d'affaires est en principe différé jusqu'à la date d'acceptation

Autres produits et charges opérationnels

Les charges et produits non courants correspondent aux charges et produits hors gestion courante de la société. Ils se caractérisent essentiellement par leur nature inhabituelle et par leur montant significatif. Les charges et produits non récurrents incluent les éléments suivants :

- ✓ résultat de cession : des immobilisations corporelles et incorporelles, sur titres de participation, sur autres immobilisations financières et autres actifs ;
- ✓ dépenses de réorganisation et de restructuration.

Coût du financement et autres charges et produits financiers

Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers.

Le coût de l'endettement financier net comprend :

1. les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent les résultats de cession des valeurs mobilières de placement, les intérêts créditeurs ainsi que le résultat des couvertures de taux de change sur trésorerie,
2. le coût de l'endettement financier brut qui inclut l'ensemble des charges d'intérêt sur les opérations de financement.

Les autres produits et charges financiers comprennent les résultats sur les cessions de titres non consolidés, les variations de juste valeur des instruments financiers (actifs, passifs et dérivés), les résultats de change et les autres produits et charges financiers.

Impôts

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

Impôt exigible

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt du au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture.

- ✓ Le taux retenu pour les sociétés françaises au 31 mars 2009 est de 33,33 %.
- ✓ Le taux retenu pour les sociétés américaines au 31 mars 2009 est le taux moyen futur estimé variant de 43,8 % décomposé :
 - Taux d'impôt fédéral moyen sur les sociétés de 34 % d'après le barème progressif applicable aux états Unis
 - Taux d'impôt local sur les sociétés applicable dans chaque état variable de 9,8 %.

Impôts différés

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour la plupart des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt adoptés à la clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'effet des éventuelles variations des taux d'imposition sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres ».

Les impôts différés sont présentés au bilan séparément des actifs et passifs d'impôt exigible et classés dans les éléments non courants.

Résultat par action

Le groupe présente un résultat par action de base et dilué pour ses actions ordinaires. Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat par actions diluées est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, tenant compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, qui comprennent notamment les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

Capitaux propres

1.1.20 Capital

Le capital social de la société au 31 mars 2009 est de 1 011 309,24 euros composé de 3 083 461 actions, chacune entièrement libérée.

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation à une part égale à la quotité de capital qu'elle représente.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

1.1.21 Bons de souscription d'actions

Dans le cadre de l'augmentation de capital de janvier 2007 ont été émis des Bons de Souscriptions par Action Remboursables A (BSAR A). Ainsi 3 BSAR A permettant de souscrire à 1 action nouvelle à 18 euros jusqu'au 31 janvier 2008 ont été créés.

Le conseil d'administration de Cybergun, réuni le 17 décembre 2007, a décidé de prolonger la date d'échéance BSAR A, du 31 janvier 2008 au 15 juillet 2009.

Les caractéristiques des BSAR A (ISIN FR0010386201 - CYBSA) sont donc désormais les suivantes :

- Nombre de bons en circulation : 505 159 ;
- 3 BSAR A permettent de souscrire à 1 action à 18 EUR ;
- Échéance : convertissable à tout moment jusqu'au 15 juillet 2009.

Par ailleurs des BSAR B (ISIN FR0010386219 - CYBSB) ont été également émis avec les caractéristiques suivantes :

- Nombre de bons en circulation : 505 159 ;
- 3 BSAR B permettent de souscrire à 1 action à 27,5 EUR ;
- Échéance : convertissable à tout moment jusqu'au 15 juillet 2010.

*1.1.22 Stock options*1^{er} Plan de stock options réservé aux salariés

L'assemblée Générale Extraordinaire du 12 septembre 2000 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir à certains salariés de la société des options de souscriptions dans la limite de 44 800 actions au prix de 14,50 EUR avant le 11 septembre 2008 ; aucune option n'a été souscrite.

2^{ème} Plan de stock options réservé aux salariés

Date de l'AGE	25/9/2008
Date du Conseil d'Administration	2/12/2008
Nombre Total d'actions autorisées	60 000
Nombre de bénéficiaires	16
Point de départ d'exercice des bons	2/12/2008
Date d'expiration	2/12/2012
Prix de souscription	5,50 EUR
Nombre d'actions souscrites au 31/03/2009	0

1.1.23 Actions propres

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

En date du 31 mars 2009, la société détient 196 441 actions propres contre 66 037 actions au 31 mars 2008 (actions Cybergun) pour un prix d'achat total de 1 111 KEUR. La valeur boursière des actions propres s'établit au 31 mars 2009 à 1 265 KEUR sur la base du cours de bourse de la société Cybergun SA de 6,44 EUR.

GESTION DU RISQUE FINANCIER

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond essentiellement à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou «tendues», sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Généralement, le Groupe s'assure qu'il dispose d'un dépôt à vue suffisant pour faire face aux dépenses opérationnelles attendues pour une période de 60 jours, incluant les paiements nécessités par le service de sa dette. Ceci exclut l'impact potentiel de circonstances extrêmes, comme les catastrophes naturelles, que l'on ne saurait raisonnablement prévoir. De plus, le Groupe maintient ses lignes de crédit.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

Le groupe cherche à gérer dans la mesure du possible le risque de marché en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux et de devises.

Risque de change

Le Groupe est exposé au risque de change sur les ventes, les achats et les emprunts qui sont libellés dans une monnaie autre que l'euro, il s'agit pour l'essentiel du dollar américain (USD).

Le Groupe a recours à des contrats de change à terme pour couvrir son risque de change. Les contrats à terme ont, à la date de clôture, une échéance inférieure à un an. Si nécessaire, les contrats de change à terme sont renouvelés à leur date d'échéance.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF*Immobilisations incorporelles**1.1.24 Survaleur*

Goodwill en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Valeur nette comptable début de période	6 664	7 799	604
Acquisitions	2 023		7 276
Cessions			
Variation des pertes de valeur			
Ecart de conversion	1 237	-1 135	-81
Valeur nette comptable fin de période	9 924	6 664	7 799
Valeur brute fin de période	9 937	6 677	7 812
Cumul de perte de valeur fin de période	-13	-13	-13

Le détail par filiale des goodwill est donné dans le tableau suivant :

en K€	Microtrade	Softair USA	Palco Sports	Tech Group	Total
31/03/2006	0	604	0	0	604
Acquisition			7 276		7 276
Perte de valeur					0
Ecart de conv.			-81		-81
31/03/2007	0	604	7 195	0	7 799
Acquisition					0
Perte de valeur					0
Ecart de conv.			-1 135		-1 135
31/03/2008	0	604	6 060	0	6 664
Acquisition				2 023	2 023
Perte de valeur					0
Ecart de conv.			1 141	96	1 237
31/03/2009	0	604	7 201	2 119	9 924

Goodwill PALCO

Les tests d'évaluation effectués à la clôture de l'exercice sur le Goodwill de Palco, n'ont pas révélé de perte de valeur.

Une hausse de 1% du taux d'actualisation aurait pour effet de minorer la juste valeur de l'écart d'acquisition de Palco de plus 1MEUR sans générer de dépréciation.

Goodwill Tech Group

Le goodwill constaté lors de l'acquisition de Tech Group (2 820 KUSD) est maintenu en tant que tel et n'a pas, au 31 mars 2009, été affecté. S'agissant de relations clients non contractuelles et non cessibles séparément, le groupe n'a pas constaté d'immobilisations incorporelles séparément du goodwill.

1.1.25 Autres Immobilisations Incorporelles

en K€	Brevets, licences	Droits au bail	Frais de dévelop.	Autres	Total
Acquisitions	138		95	20	253
Sorties	-65		-4		-69
Amortissements	-152		-104		-256
Ecarts de conversion	-2		-4	-6	-12
Autres			101	-101	
Immobilisations incorporelles destinées à être cédées					
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2007</i>	<i>2 191</i>		<i>365</i>	<i>28</i>	<i>2 584</i>
Valeur brute au 31 mars 2007	3 121		560	28	3 709
Cumul des amort. et des pertes de valeur au 31 mars 2007	-930		-195		-1 125
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2007</i>	<i>2 191</i>		<i>365</i>	<i>28</i>	<i>2 584</i>
Acquisitions	41		13		54
Sorties					
Amortissements	-183		-83		-266
Ecarts de conversion	-2		-35	-3	-40
Autres					
Immobilisations incorporelles destinées à être cédées					
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2008</i>	<i>2 047</i>		<i>260</i>	<i>25</i>	<i>2 332</i>
Valeur brute au 31 mars 2008	3 159		538	25	3 722
Cumul des amort. et des pertes de valeur au 31 mars 2008	-1 112		-278		-1 390
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2008</i>	<i>2 047</i>		<i>260</i>	<i>25</i>	<i>2 332</i>
Acquisitions	58			30	88
Variation de perimetre	15				15
Sorties					
Amortissements	-193		-96		-289
Ecarts de conversion	6		14	3	23
Autres					
Immobilisations incorporelles destinées à être cédées					
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2009</i>	<i>1 933</i>		<i>178</i>	<i>58</i>	<i>2 170</i>
Valeur brute au 31 mars 2009	3 252		575	58	3 885
Cumul des amort. et des pertes de valeur au 31 mars 2009	-1 320		-398		-1 718
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2009</i>	<i>1 932</i>		<i>178</i>	<i>58</i>	<i>2 168</i>

Concernant ses licences, le groupe Cybergun confirme qu'il n'existe pas d'indice de perte de valeur nécessitant un test de dépréciation.

Immobilisations corporelles

en K€	Installat°		Total
	techniques	Autres	
Acquisitions	252	289	541
Sorties	-30	-46	-76
Amortissements	-101	-105	-206
Ecart de conversion	-2	-26	-28
Variations de périmètre		203	203
Autres	-5	2	-3
<i>Immobilisations incorporelles destinées à être cédées</i>			
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2007</i>	<i>792</i>	<i>583</i>	<i>1 375</i>
<hr/>			
Valeur brute au 31 mars 2007	1 522	1 177	2 699
Cumul des amort. et des pertes de valeur 31 mars 2007	-730	-594	-1 324
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2007</i>	<i>792</i>	<i>583</i>	<i>1 375</i>
<hr/>			
Acquisitions	42	175	217
Sorties	-470	-99	-569
Amortissements	153	-155	-2
Ecart de conversion	-6	-72	-78
Autres			
<i>Immobilisations corporelles destinées à être cédées</i>			
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2008</i>	<i>511</i>	<i>432</i>	<i>943</i>
<hr/>			
Valeur brute au 31 mars 2008	1 088	1 119	2 208
Cumul des amort. et des pertes de valeur au 31 mars 2008	-577	-688	-1 265
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2008</i>	<i>511</i>	<i>431</i>	<i>943</i>
<hr/>			
Acquisitions	355	88	443
Mouvement de périmètre	219	22	241
Sorties	-145	-3	-148
Amortissements	-157	-198	-356
Ecart de conversion	45	61	106
Autres	24	-5	19
<i>Immobilisations corporelles destinées à être cédées</i>			
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2009</i>	<i>851</i>	<i>396</i>	<i>1 248</i>
<hr/>			
Valeur brute au 31 mars 2009	1 738	1 359	3 098
Cumul des amort. et des pertes de valeur au 31 mars 2009	-887	-963	-1 850
<i>Valeur nette comptable au 31 mars 2009</i>	<i>851</i>	<i>397</i>	<i>1 248</i>

*Participations et Actifs financiers non courants**1.1.26 Participations entreprises associées*

en K€	Participations entreprises associées	Autres actifs non courants	Valeur brute	Actifs financiers non courants destinés à être cédés	Pertes de valeur	Valeur nette
31/03/2006	28	144	172	0	0	172
Acquisitions		61	61			61
Cess°/Diminut°		-16	-16			-16
Variat° de périmètre		12	12			12
Variat° tx de change		-1	-1			-1
31/03/2007	28	200	228		0	228
Acquisitions	2	70	72			72
Cess°/Diminut°		-8	-8			-8
Variat° de périmètre			0			0
Variat° tx de change	0	-6	-6			-6
31/03/2008	30	256	286		0	286
Acquisitions		52	52			52
Cess°/Diminut°	-2	-89	-91			-91
Variat° de périmètre			0			0
Variat° tx de change	0	3	3			3
31/03/2009	28	222	250		0	250

L'essentiel des autres actifs est constitué de dépôt de garantie dont l'échéance est supérieure à 1 an et inférieure à 5 ans.

Actifs et passifs d'impôts non courants

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Retraitement de charges à répartir	69	105	148
IAS 21 Ecart de conversion		-204	
Différences temporaires fiscalités locales	355	540	231
Autres retraitements divers	-50	-49	-37
Neutralisation des ventes d'immobilisation intragroupe	22	30	37
Provision pour départ à la retraite	13	13	13
Neutralisation de la marge intragroupe sur stocks	665	642	780
Frais bancaires sur émission d'emprunt obligataire	86	-65	76
Deficit		52	
Différence de valorisation des frais de développement	-75	-56	-75
Décalage temporaire sur la valorisation du stock en IFRS			-31
Impôts différés nets	1 085	1 008	1 142
Actifs d'impôts différés	1 136	1 299	1 322
Passifs d'impôts différés	-51	-291	-180
Impôts différés nets	1 085	1 008	1 142

Stock de marchandises

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Valeurs brutes	12 057	13 132	15 586
Pertes de valeur	-531,3	-764	-276
<i>Valeurs nettes</i>	<i>11 526</i>	<i>12 368</i>	<i>15 310</i>

Le stock de marchandises comprend essentiellement des répliques de pistolets factices et produits associés.

Le stock de marchandises est principalement localisé aux USA, pour un montant net de 8 389 KEUR.

Créances clients et autres actifs courants

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Créances clients brutes	7 896	7 637	6 949
Pertes de valeur	-641	-359	-246
<i>Créances clients nettes</i>	<i>7 255</i>	<i>7 278</i>	<i>6 703</i>
<i>Autres actifs d'impôt</i>	<i>492</i>	<i>1 098</i>	<i>259</i>
Avances , acomptes sur commandes	124	59	192
Actifs financiers dérivés	0	10	
Autres créances	317	1 196	434
<i>Autres actifs courants</i>	<i>441</i>	<i>1 265</i>	<i>626</i>

L'ensemble des créances clients et autres actifs courants a une échéance à un an.

Hormis les créances commerciales échues ayant fait l'objet d'une provision pour perte de valeur, le Groupe Cybergun estime n'être exposé à aucun risque significatif de recouvrement.

Détail autres créances :

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Créances sociales	9	4	4
Créances fiscales	150	189	169
Comptes courants débiteurs	0	649	81
Créances sur cessions d'immobilisations	0	11	11
Débiteurs divers	128	272	67
Charges constatées d'avance	29	72	102
<i>Total</i>	<i>316</i>	<i>1 196</i>	<i>434</i>

Autres actifs financiers courants

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Titres de placement - Fonds ou actions cotés	710	1 465	-
Prov. Déprec. Titres de placement	-347	-237	-
<i>Total</i>	<i>363</i>	<i>1 228</i>	<i>0</i>

Trésorerie et équivalent de trésorerie

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Disponibilités	2 012	2 026	5 246
Valeurs mobilières de placement	914	703	2 499
Prov. Déprec. VMP	-	-	-
<i>Total</i>	<i>2 926</i>	<i>2 729</i>	<i>7 745</i>

NOTES SUR LE BILAN PASSIF*Emprunts et dettes financières*

Le détail des informations ci-dessous pour le 31 mars 2009 et 31 mars 2008 a été retraité pour refléter les effets du changement de présentation décrit en note 1.2.2.

en K€ 31 mars 2007	Montant				
	Exercice	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunt obligataire	8 600		8 600	8 600	
Emprunts auprès des banques	7 492	2 108	5 384	5 784	1 708
Concours bancaires courants	3 079	3 079			3 079
Autres dettes financières	70	70			70
Intérêts courus non échus	60	60		n/a	
<i>Total</i>	<i>19 301</i>	<i>5 317</i>	<i>13 984</i>	<i>14 384</i>	<i>4 857</i>

en K€ 31 mars 2008	Montant				
	Exercice	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunt obligataire	8 661		8 661	8 661	
Emprunts auprès des banques	6 443	2 279	4 163	4 513	1 929
Concours bancaires courants	4 972	4 972			4 972
Autres dettes financières	3	3			3
Intérêts courus non échus	50	50		n/a	
<i>Total</i>	<i>20 128</i>	<i>7 304</i>	<i>12 824</i>	<i>13 174</i>	<i>6 904</i>

en K€ 31 mars 2009	Montant				
	Exercice	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunt obligataire ⁽¹⁾	8 722		8 722	8 722	
Emprunts auprès des banques	5 437	2 160	3 277	3 900	1 537
Concours bancaires courants	2 936	2 936			2 936
Autres dettes financières	57	57			57
Intérêts courus non échus	9	9		n/a	
<i>Total</i>	<i>17 161</i>	<i>5 163</i>	<i>11 999</i>	<i>12 622</i>	<i>4 530</i>

⁽¹⁾ Le taux applicable aux emprunts obligataires est un taux fixe auquel une majoration déterminée en fonction des performances financières s'ajouterait éventuellement en cas de surperformance du groupe.

en K€ 31 mars 2009	Montant			
	Exercice	- 1 an	à 5 ans	+ 5 ans
Emprunt obligataire	8 722		8 722	
Emprunts auprès des banques	5 437	2 160	3 277	
Concours bancaires courants	2 936	2 936		
Autres dettes financières	57	57		
Intérêts courus non échus	9	9		n/a
<i>Total</i>	<i>17 161</i>	<i>5 163</i>	<i>11 999</i>	<i>0</i>

Provisions pour risques et charges

en K€	31/03/2009		31/03/2008		31/03/2007	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Provisions pour risques					35	
Provisions pour pertes de change	-		-			
Provisions garanties		143				
Provision litige URSSAF		139		139		
Indemnités de départ la retraite	38		38		38	
TOTAL	38	282	38	139	73	-

Fournisseurs et autres passifs courants

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Fournisseurs	2 548	2 594	4 373
FOURNISSEURS	2 548	2 594	4 373
Avances et acomptes	91	263	453
Fournisseurs Immobilisation	884		
Dettes sociales	400	244	386
Dettes fiscales	395	351	275
Créditeurs divers	564	459	207
Passif financiers dérivés	428		
AUTRES PASSIFS COURANTS	2 762	1 317	1 321

Excepté l'encours fournisseurs d'immobilisation correspondant à la 2^{ème} de tranche de l'*earn-out* Tech Group pour 751 KEUR, l'ensemble des passifs courants a une échéance inférieure à un an.

Instruments dérivés

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2009, Cybergun a souscrit des contrats d'achat à terme de dollars US. Compte tenu d'une évolution défavorable du dollar la valorisation de ces instruments se traduit par un passif courant de 428 KEUR et par une perte financière du même montant enregistrée au compte de résultat. Il s'agit de différente option d'achat de devise (USD) pour un montant global de 8,8 MUSD s'échelonnant sur des échéances d'octobre 2009 à mai 2010.

NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT*Information sectorielle*

Le Groupe intervient sur un seul secteur d'activité : la distribution de répliques d'armes factices destinées au tir de loisir ou sportif et aux collectionneurs.

Zones Géographiques en K€	France	Reste du monde	TOTAL
Comptes annuels 31/03/2009			
Immobilisations incorporelles nettes	1 800	368	2 168
Immobilisations corporelles nettes	718	530	1 248
Chiffre d'affaires (12 mois)	6 135	36 543	42 678
Résultat opérationnel hors change	1 368	2 207	3 575
Comptes annuels 31/03/2008			
Immobilisations incorporelles nettes	2 089	243	2 332
Immobilisations corporelles nettes	541	402	943
Chiffre d'affaires (12 mois)	5 055	29 526	34 581
Résultat opérationnel hors change	64	81	145
Comptes annuels 31/03/2007			
Immobilisations incorporelles nettes	2 308	276	2 584
Immobilisations corporelles nettes	779	596	1 375
Chiffre d'affaires (12 mois)	3 260	32 786	36 046
Résultat opérationnel hors change	580	3 543	4 123

Caractère saisonnier des activités du groupe

Les activités du groupe ne présentent aucun caractère saisonnier.

Autres produits et charges opérationnels

Les produits et charges opérationnels non récurrents s'analysent de la manière suivante :

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Divers	17	17	
Indemnités litige acquisit° PALCO	414		
Autres résultats exceptionnels	-4	56	
VNC des immo incorporelles cédées	0	0	-23
VNC des immo corporelles cédées	-127	-260	-17
<i>TOTAL</i>	<i>300</i>	<i>-187</i>	<i>-40</i>

Gains et pertes de change

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Gains de change	2 187	1 649	1 205
Pertes de change	-2 271	-1 877	-1 902
<i>Total résultat de change</i>	<i>-84</i>	<i>-228</i>	<i>-697</i>
dont :			
Résultat de change affectant le résultat opérationnel courant	-199	-201	-697
Résultat de change affectant le résultat financier	115	-27	0
<i>Total résultat de change</i>	<i>-84</i>	<i>-228</i>	<i>-697</i>

La perte de change liée au prêt de 5,2 MUSD de MICROTRADE à SOFTAIR n'a pas été constatée en résultat financier; elle est inscrite au passif du bilan en écart de conversion pour 620 KEUR en application de IAS 21 (cf 1.5.2).

Salaires et charges

	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Salaires	3 986	3 645	2 746
Charges sociales	792	769	726
Avantages au personnel	8	222	50
Engagements de retraite			
<i>Total</i>	4 786	4 636	3 522

L'effectif employé comprend l'effectif salarié, c'est-à-dire l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par le groupe et le personnel mis à disposition, personnel intérimaire et détaché ou prêté à l'entreprise, pour les entités consolidées par intégration.

	Effectif moyen au 31/03/2009	Effectif moyen au 31/03/2008	Effectif moyen au 31/03/2007
Employés	70	63	63
Apprentis sous contrat	0	0	0
Cadres	25	21	24
<i>Total</i>	95	84	87

Dotation aux amortissements et provisions

En K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Immobilisations corporelles	356	297	266
Immobilisations incorporelles	290	280	299
Perte de valeur des Goodwill			
Dotations nettes aux provisions pour R&C	0	105	-5
Dotations nettes aux provisions sur stock	175	580	-172
Dotations nettes aux provisions de créances	233	155	22
<i>Dotations nettes aux amortissements et provisions</i>	<i>1 054</i>	<i>1 417</i>	<i>410</i>
-amortissements relatifs aux activités cédées			
<i>Dotations nettes aux amortissements et provisions</i>	<i>1 054</i>	<i>1 417</i>	<i>410</i>

Résultat financier

	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Coût de l'endettement financier brut	-1 351	-1 425	-955
Produits des placements	123	101	46
Perte de valeur des placements de trésorerie	-472	-237	
Coût de l'endettement financier net	-1 700	-1 561	-909
Gains et pertes de change	115	-26	
Autres	140	99	52
Autres produits et charges financiers	255	73	52
<i>TOTAL</i>	<i>-1 445</i>	<i>-1 488</i>	<i>-857</i>

Charges d'impôts

Charge d'impôt sur le résultat en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Charge d'impôt exigible	835	-456	1514
Charge d'impôt différé	-21	-90	-273
Total charges d'impôt	815	-546	1241

Rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt applicable

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Résultat de la période	1 117	-999	2 721
Charge d'impôt sur le résultat	815	-546	1 241
Résultat avant impôt	1 931	-1 545	3 962
Taux d'impôt applicable à la Société	33,3%	33,3%	33,3%
Charges au taux d'impôt applicable à la Société	644	-515	1 321
Impact des taux d'impôt des juridictions étrangères	68	121	102
Incidences différences permanentes	24	-8	-71
Autres			-2
Effet du report variable			-128
Déficit fiscal de l'année pour lequel aucun impôt différé n'a été comptabilisé	80	321	96
Crédit d'impôts / Restitution d'impôts	0	-465	-77
	815	-546	1 241

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Engagements hors bilan

1.1.27 Existence clause de défaut sur deux emprunts

Deux emprunts portés par la société Cybergun SA sont assortis d'un engagement de respect de plusieurs ratios financiers (covenants) calculés sur la base des comptes sociaux de la société Cybergun SA.:

- Emprunt HSBC de 246 KEUR (solde au 31 mars 2009)
- Emprunt banque Palatine de 221 KEUR (solde au 31 mars 2009)

Au 31 mars 2009, l'ensemble de ratios est respecté.

1.1.28 Instruments de couverture

Les contrats de couverture au 31 mars 2009 sont :

Cap Floor								
Date d'opération	date de valeur	date de maturité	Opération	Devise	Nominal	Taux	Valeur de marché	
13/06/2008	30/01/2009	30/01/2013	Buy-Cap- plain Vanilla	USD	2 176 000 €	6,5	2 305 €	
13/06/2008	30/01/2009	30/01/2013	Sell-Cap- plain Vanilla	USD	2 176 000 €	3,25	-46 260 €	
Change à terme						USD		
06/08/2008	08/08/2008	09/04/2009	Buy / Sell	EUR/USD	1 311 992 €	-2 000 000	1,5244	-192 559 €
06/08/2008	08/08/2008	09/10/2009	Buy / Sell	EUR/USD	1 319 522 €	-2 000 000	1,5157	-92 624 €
08/08/2008	12/08/2008	11/12/2009	Buy / Sell	EUR/USD	2 017 485 €	-3 000 000	1,487	-101 404 €
18/08/2008	18/08/2008	15/01/2010	Buy / Sell	EUR/USD	1 230 517 €	-1 800 000	1,4628	-40 948 €
								<u>-427 535 €</u>
Swap de change						USD		
02/10/2008	06/10/2009	06/10/2008	Buy / Sell	EUR/USD	2 182 612 €	-3 000 000	1,3745	63 850 €
18/12/2008	22/12/2008	06/10/2009	Levec - Sell / Buy	EUR/USD	-2 182 612 €	3 000 000	1,3745	-65 313 €

1.1.29 Droit individuel à la formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation. Au 31 mars 2009, ce passif éventuel non provisionné est constitué de 1 794 heures.

1.1.30 Autres engagements hors bilan

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Nantissement du fonds de commerce	1 288	2 154	3 889

Parties liées**1.1.31 Relation avec la société Julliard**

Relations avec la SARL Julliard : cette société accordait un bail de sous-location du bâtiment de Bondoufle. Le montant des loyers pour la période du 1^{er} avril 2008 au 16 septembre 2008 s'est élevé à 91 KEUR. Depuis cette dernière période, la société Julliard a cédé son droit au bail, Cybergun n'a désormais plus de relation avec cette société.

Avances financières non rémunérées : il n'est pratiqué aucune rémunération des comptes courants d'associés, ni des comptes courants de filiales hormis sur le compte courant de Cybergun International.

1.1.32 Relation avec la société Hobby Import

Dans le cadre des missions de conseil et de management qu'elle réalise, la société de droit belge Hobby Import, dont Monsieur Jérôme Marsac est gérant majoritaire, procède à une facturation à Cybergun. Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2009, ces prestations s'élèvent à 180 KEUR.

La rémunération globale des organes d'administration

La rémunération globale des organes d'administration de la société mère s'élève au 31 mars 2009 à 220 KEUR.

Le nombre d'actions gratuites attribuées aux dirigeants est 3000.

Honoraires des commissaires aux comptes

en K€	31/03/2009	31/03/2008	31/03/2007
Honoraires relatifs au contrôle légal du groupe:			
- KPMG			88
- DELOITTE & ASSOCIES	130	93	-
- ACOREX	45	68	-
Autres	-	-	-
Total	175	160	88

Distribution de dividendes

L'assemblée générale de CYBERGUN du 25 septembre 2008 a voté une distribution de dividendes pour un montant de 863 KEUR.

*Evènements post-clôture**Acquisition de la société danoise X-Guns*

Le 17 avril 2009 Cybergun a conclu l'acquisition de la totalité du capital de X-Guns, société danoise spécialisée dans la distribution d'armes factices et d'accessoires. Grâce à cette opération Cybergun élargit son offre de produits, notamment dans le domaine des accessoires. Cette nouvelle implantation permet également au groupe de se développer sur l'ensemble du marché scandinave.

En 2008, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 900 KEUR, dont près de la moitié via la distribution de produits Cybergun, et un résultat opérationnel de 80 KEUR.

CYBERGUN

Société Anonyme au capital de 1.011.309,56 €
Siège social : ZA des Bordes – 9/11 rue Henri Dunant – 91070 BONDOUFLE
337 643 795 RCS EVRY

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 23 SEPTEMBRE 2009

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Vous êtes réunis en assemblée générale ordinaire à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice de douze mois clos le 31 mars 2009.

Tous les documents sociaux et consolidés vous ont été communiqués ou mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par la loi.

La société DELOITTE et la société ACOREX AUDIT, commissaires aux comptes, vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

En vertu des dispositions des articles L.233-16 du Code de Commerce, les sociétés commerciales quelles que soient leurs formes, placées à la tête d'un groupe doivent, indépendamment de leurs comptes annuels établir des comptes consolidés.

L'article L.233-26 du Code de Commerce précise que le conseil d'administration doit établir un rapport sur la gestion du groupe consolidé dont le contenu est calqué sur celui du rapport annuel sur la situation et l'activité de la société pendant l'exercice écoulé et qui peut d'ailleurs être inclus dans ce rapport.

Nous avons choisi de l'inclure dans le rapport annuel.

I - FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2008/2009

1-1 Acquisition Tech Group

Au travers sa filiale MICROTRADE et de ses sous-filiales, le Groupe Cybergun, a conclu le 11 avril 2008 l'acquisition de la totalité du capital du groupe Tech Group Hong Kong spécialisé dans la conception et la fabrication de pistolets de paintball pour enfants.

Pour l'essentiel les produits Tech Group sont distribués sur l'ensemble des enseignes de la grande distribution européenne et nord américaine spécialisées dans le domaine du jouet.

Cette acquisition porte sur 100% du capital de la société Tech Group Hong Kong qui elle-même détient l'intégralité du capital de ces filiales Tech Group USA et Tech Group UK.

L'opération s'est réalisée moyennant le paiement de 400 K\$ en numéraire complétée par 300 K\$ en actions Cybergun SA prises sur le nombre d'actions en autocontrôle. A titre de garantie, ces actions ont été portées sur un compte séquestre ouvert chez Natixis. Un second versement conditionné aux résultats définitifs de l'exercice clos le 31 mars 2008 a été effectué en juillet 2008 pour 300 K\$.

Le complément de prix calculé sur la performance de Tech Group au cours de l'exercice clos le 31 mars 2009 s'élève à 176 K\$; par ailleurs les perspectives pour le prochain exercice clos le 31 mars 2010 a permis d'estimer la dernière de tranche de l'earn out à 1 000 K\$.

Compte tenu du court délai entre la date de début du présent exercice, et sa date de prise de contrôle, l'entrée dans le périmètre de consolidation de Tech Group a été établie au 1^{er} avril 2008.

1-2 Renouvellement et acquisition de licence

Au 31 mars 2009, il n'existe pas d'échéance de moins de 5 ans pour les licences représentant plus de 10% du chiffre d'affaires.

1-3 Lettre d'intention exclusive en vue de l'acquisition de la société danoise X-Guns

Au cours du mois de mars 2009, Cybergun a annoncé la signature d'une lettre d'intention exclusive en vue de l'acquisition de la totalité du capital de X-Guns, société danoise spécialisée dans la distribution d'armes factices et d'accessoires.

En 2008, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 900 000 euros, dont près de la moitié via la distribution de produits Cybergun, et un résultat opérationnel de 80 000 euros.

Grâce à cette acquisition, Cybergun pense pouvoir élargir son offre de produits, notamment dans le domaine des accessoires. Cette nouvelle implantation permettra au groupe son développement sur l'ensemble du marché scandinave.

II - DEROULEMENT DE L EXERCICE

2-1 : Comptes sociaux

Au cours de l'exercice clos le 31 Mars 2009, la société Cybergun SA a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 22,1 Millions d'euros, en hausse de 23,33 % sur l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à 1,15 millions euros contre 0,60 millions euros pour l'exercice précédent. Le résultat courant avant impôt est de 929 K euro contre 90 K euro l'an passé. Après prise en compte d'un crédit d'impôt sur les bénéfices de (81847) euro résultant d'un Crédit d'Impôt Recherches de 303 K euros, le résultat net ressort à 958 K euro contre une perte (82.931) euro pour l'exercice précédent.

2.2 Comptes consolidés

Les comptes consolidés de CYBERGUN sont préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables appliquées au 31 mars 2009 sont les mêmes que celles adoptées pour la préparation des états financiers annuels consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2008.

Le périmètre consolidé est le suivant :

- CYBERGUN SA, société mère
- MICROTRADE Sarl détenue à 100% par CYBERGUN SA
- CYBERGUN INTERNATIONAL SA détenue a 100% par MICROTRADE
- SOFTAIR USA détenue à 100% par CYBERGUN INTERNATIONAL

- CYBERGUN USA CORP détenu a 100% par SOFTAIR USA
- ASGUN Doo détenue à 100% par MICROTRADE
- PALCO SPORTS détenue à 100 % par CYBERGUN INTERNATIONAL
- CYBERGUN HONG KONG détenue à 100% par CYBERGUN INTERNATIONAL
- TECH GROUP HK détenue à 100% par CYBERGUN HONG KONG
- TECH GROUP UK détenue à 100% par TECH GROUP HONG KONG
- TECH GROUP US détenue à 100% par TECH GROUP HONG KONG

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable annuel le 31 mars.

La société Tech Group Hong Kong et ses deux filiales Tech Group USA et Tech Group UK ont été acquises en avril 2008 ; cette acquisition a porté sur 100 % de son capital. L'entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Cybergun a été effective au 1^{er} avril 2008.

La société CYBERGUN n'exerce aucune influence notable sur la société FREIBURGHaus en raison de la présence d'un actionnaire très majoritaire. Celle-ci a par conséquent toujours été exclue du périmètre de consolidation.

Le groupe CYBERGUN réalise pour l'exercice 2008/2009, un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 42,68 millions d'euros IFRS, contre 34,58 millions d'euros sur l'exercice précédent à méthode constante.

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachés à ces produits, les ventes de marchandises et les frais de port facturés. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens.

Le résultat net est un bénéfice de 1.117 millions d'euros contre une perte de 1 million d'euros en 2007/2008.

2.2.1 Informations sectorielles

Zones Géographiques en K€	France	Reste du monde	TOTAL
Comptes annuels 31/03/2009			
Immobilisations incorporelles nettes	1 800	368	2 168
Immobilisations corporelles nettes	718	530	1 248
Chiffre d'affaires (12 mois)	6 135	36 543	42 678
Résultat opérationnel hors change	1 368	2 207	3 575
Comptes annuels 31/03/2008			
Immobilisations incorporelles nettes	2 089	243	2 332
Immobilisations corporelles nettes	541	402	943
Chiffre d'affaires (12 mois)	5 055	29 526	34 581
Résultat opérationnel hors change	64	81	145
Comptes annuels 31/03/2007			
Immobilisations incorporelles nettes	2 308	276	2 584
Immobilisations corporelles nettes	779	596	1 375
Chiffre d'affaires (12 mois)	3 260	32 786	36 046
Résultat opérationnel hors change	580	3 543	4 123

2.2.2 Extrait du compte de résultat consolidé.

En KEUR (audit en cours)	AVRIL 2007 - MARS 2008	AVRIL 2008 - MARS 2009	Variation
Chiffres d'affaires	34 581	42 679	+23,4%
Résultat opérationnel courant	131	3 076	x23,5
Marge opérationnelle courante	0,4%	7,2%	
Résultat avant impôt	(1 544)	1 931	+3 475
Charge d'impôt	546	(815)	
Résultat net, part du groupe	(999)	1 117	+2 116

2.3 Activité de l'exercice 2008 et perspectives 2009

Croissance soutenue et intégration réussie de Tech Group

A périmètre et taux de change constants, les ventes du groupe ont cru de 7,8% au cours de l'exercice avril 2008 – mars 2009. Cybergun a profité d'une dynamique de marché favorable, notamment aux Etats-Unis, et de l'introduction réussie de nouvelles gammes de produits en Europe.

Tech Group, société spécialisée dans les articles de paint-ball pour enfants intégrée depuis le 1^{er} avril 2008, a plus que doublé son volume d'activité, dépassant ainsi son objectif, pour atteindre un chiffre d'affaires annuels de 7,1 MUSD (5 MEUR).

Au total, le chiffre d'affaires consolidé du groupe Cybergun s'établit à 42,7 MEUR, en hausse de 23,4%.

Fort rebond de la marge opérationnelle

Grâce à une gestion très rigoureuse des charges opérationnelles, Cybergun est parvenu à améliorer fortement son résultat opérationnel courant qui atteint 3,1 MEUR pour l'exercice avril 2008 – mars 2009, soit une marge opérationnelle courante de 7,2%.

Après prise en compte des frais financiers et de la charge d'impôt, le résultat net, part du groupe, atteint 1,1 MEUR.

Cash-flow libre record et poursuite du désendettement

Grâce à une importante génération de trésorerie d'exploitation (4,4 MEUR) et à une baisse importante du besoin en fonds de roulement, Cybergun a dégagé un niveau historiquement élevé de cash-flow libre (8 MEUR, soit 2,60 EUR par action). Le groupe a ainsi poursuivi son désendettement tout en finançant l'acquisition de Tech Group.

Au 31 mars 2009, l'endettement financier net est de 14,2 MEUR (-2,3 MEUR en un an), dont 9 MEUR d'obligations remboursables à l'horizon 2013/2014. Avec des fonds propres de 14,6 MEUR, le ratio d'endettement financier ressort à 97%, en baisse de 28 points en un an.

Afin de poursuivre sa politique attractive de rémunération des actionnaires, Cybergun proposera lors de la prochaine assemblée générale le versement d'un dividende de 0,31 EUR par action, en hausse de

10% sur un an. Au cours actuel, ce coupon procure un rendement de plus de 4%. Les actionnaires auront la possibilité d'opter pour un paiement en action.

Perspectives favorables et projets de croissance externe

Les premiers mois de l'exercice avril 2009 – mars 2010 laissent entrevoir une poursuite de la dynamique de marché. Par prudence, le groupe table sur une stabilisation de ses ventes au niveau atteint lors du dernier exercice, à périmètre et taux de change constants. En parallèle, Cybergun étudie plusieurs pistes de croissance externe qui permettront de renforcer le catalogue produits et/ou compléter de le réseau commercial. Après l'acquisition de la société danoise X-GUNS, intégrée depuis le 1^{er} avril 2009, d'autres opérations pourraient être finalisées dans les prochains mois.

Pour accompagner cette politique de croissance, Cybergun a procédé à un renforcement de sa Direction Générale. Eric Gruau, Directeur Général du groupe depuis 2005, prend en charge la direction du développement aux Etats-Unis. Il est remplacé dans ses fonctions par Olivier Gualdoni, jusqu'ici directeur commercial Europe. Ghislain d'Argenlieu, dont le recrutement en qualité de Directeur Financier international a été annoncé le 28 avril dernier, a pris ses fonctions début juin.

III - Proposition d'affectation du résultat :

Le conseil d'administration du 8 juillet 2009 a décidé d'attribuer un dividende de 0,31 euro par action.

Il vous est proposé d'affecter le bénéfice net de l'exercice, s'élevant à 958 192 euros, de la façon suivante

- 955 872,91 euros au titre de dividendes, soit 0,31 euros par action
- 2 319,09 euros au report à nouveau

Le dividende serait mis en paiement le 18 novembre 2009.

Sur le plan fiscal, depuis le 1^{er} janvier 2008, ce dividende ouvre droit au profit des associés personnes physique, soit à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant et est imposé au barème progressif, soit est soumis au prélèvement libératoire (18%) sur option du contribuable. Ce dividende n'ouvre pas droit à abattement au profit des personnes morales.

Il est précisé que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	Nombre d'actions	Dividendes nets Par action	Abattement	Montant total Distribué
2005/2006	2.451.114	-	-	-
2006/2007	3.083.401	0,56 €	40 % pour les personnes physiques	1.726.704,56 €
2007/2008	3.083.401	0,28 €	40 % pour les personnes physiques	863 352,28 €

IV - Evènements importants survenus après le 31 mars 2009

Acquisition de la société danoise X-Guns

Le 17 avril 2009 Cybergun a conclu l'acquisition de la totalité du capital de X-Guns, société danoise spécialisée dans la distribution d'armes factices et d'accessoires. Grâce à cette opération Cybergun élargit son offre de produits, notamment dans le domaine des accessoires. Cette nouvelle implantation permet également au groupe de se développer sur l'ensemble du marché scandinave.

En 2008, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 900 KEUR, dont près de la moitié via la distribution de produits Cybergun, et un résultat opérationnel de 80 KEUR.

V - Activité de la société en matière de recherche et développement :

. La société a bénéficié d'un crédit d'impôt Recherche de 303 542 euros.

VI - Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société :

6.1 Les conséquences sociales

La société CYBERGUN SA, comme les autres entreprises est dépendante de ses équipes de professionnels. La société CYBERGUN a un turnover faible et n'a pas de difficultés majeures pour attirer de nouveaux talents.

La direction du groupe associe la majorité de ses cadres et employés aux résultats de l'entreprise par la mise en place d'un régime d'option de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions.

Les fondateurs ont toujours souhaité faire de CYBERGUN une entreprise dans laquelle chacun se sentirait à l'aise au travers d'un environnement agréable et sécurisant, indépendamment des impératifs de compétitivité auxquels l'entreprise est en permanence confrontée.

C'est la raison pour laquelle le dialogue et la communication sont systématiquement privilégiés.

Un certain nombre d'outils et de pratiques ont été progressivement mis en place pour favoriser la communication interne, améliorer l'environnement de travail et la gestion des carrières.

- Intranet et Internet accessible a tous permettent d'avoir un dialogue constant à l'intérieur et hors l'entreprise.

- mise en place sur la majorité des postes de travail d'un système de communication vidéo via ADSL permettant de converser avec tous les pays du monde.

- En complément d'un dialogue permanent avec les instances représentatives du personnel, une protection sociale avantageuse a été mise en place au travers d'une mutuelle.

- Chaque salarié peut librement rencontrer les dirigeants du Groupe.

- L'actionnariat salarié a été mis en place dès 1999 au travers de plans d'options qui ont permis à de nombreux collaborateurs de devenir actionnaire de leur entreprise

- Nous avons mis en place sur cet exercice une nouvelle attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe ainsi qu'un plan d'options de souscription d'actions.

6.2 Les conséquences environnementales

L'activité du groupe CYBERGUN n'a pas d'impact mesurable sur l'environnement. Toutefois, la problématique du développement durable, telle qu'elle se pose aujourd'hui, ne se résume pas à une approche uniquement écologique. Elle est en train de devenir l'un des éléments clé du fonctionnement d'une entreprise moderne pour qui croissance doit signifier progrès, non seulement dans le domaine économique, mais dans tous les autres domaines également.

Conscient qu'il n'y a pas d'entreprise viable à terme qui ne repose sur un équilibre entre l'économique, le social et la prise en compte de son environnement, CYBERGUN s'applique depuis des années à rester à l'écoute de ses publics, et s'inscrit dans une logique de responsabilité vis à vis de ses parties prenantes, qu'il s'agisse des actionnaires, des clients, des fournisseurs ou des collaborateurs de l'entreprise.

Deux concepts sont retenus : respect de toutes les parties prenantes et transparence de l'information

6.3 Risque industriels et risques liés à l'environnement

Du fait de la nature de son activité, la société n'est pas exposée à ce type de risque. Toutefois le développement durable mobilise désormais tous les postes, tous les pays et tous les collaborateurs de CYBERGUN. Dans les faits cela se concrétise par la réduction de la taille des cartons, la réutilisation des cartons de livraison dans les différentes filiales, le broyage et le recyclage des papiers de bureaux, l'utilisation croissante d'Internet qui limite l'impression de papiers, l'investissement dans un nouveau système de chauffage avec utilisation d'électricité verte, renouvellement du parc véhicule par de voitures hybrides et invention et développement de la bille bio- dégradable en remplacement de la bille plastique.

VII – Situation et Stratégie financière du groupe face aux risques du marché

Les passifs financiers non dérivés comprennent les emprunts, autres financements et découverts bancaires.

Le passif courant du groupe s'élève à 11.825 K€ au 31 mars 2009 contre 12.291 K€ au 31 mars 2008.

Le passif non courant du groupe s'élève à 11.337 K€ au 31 mars 2009 contre 12.269 K€ au 31 mars 2008.

Le passif global du groupe s'élève à 23.162 K€ pour des capitaux propres de 14.567 K€ et pour un chiffre d'affaires de 42.679 K€.

7.1 Risque de change

Le groupe CYBERGUN achète et vend en dollar US. Le risque de perte de compétitivité du Groupe lié à la fluctuation des monnaies est donc limité à la notion de marge sur ces opérations.

La sensibilité du résultat opérationnel courant à la variation des monnaies est seulement limitée aux mouvements de conversion des états financiers du dollar US en euro.

La politique générale de la société en matière de couverture de change a consisté, jusqu'à ce jour, à opérer un équilibre entre les entrées et les sorties en dollar avec une mise en place en complément, de couvertures de change.

Le Groupe a recours à des contrats de change à terme pour couvrir son risque de change. Les contrats à terme ont, à la date de clôture, une échéance inférieure à un an. Si nécessaire, les contrats de change à terme sont renouvelés à leur date d'échéance.

7.2 Risques de Conversion

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Les actifs, passifs enregistrés dans des devises autres que l'euro doivent donc être convertis en euro, au taux de change applicable au jour de la clôture de l'exercice, pour être intégrés dans les états financiers.

Dans ce cas, la valeur en euro des actifs, passifs, initialement libellés dans une tierce devise diminuera et inversement en cas de dépréciation

7.3 Instruments de couverture

Au 31 mars 2009, les contrats de couverture sont :

Cap Floor								
Date d'opération	date de valeur	date de maturité	Opération	Devise	Nominal		Taux	Valeur de marché
13/06/2008	30/01/2009	30/01/2013	Buy-Cap-plain Vanilla	USD	2 176 000 €		6,5	2 305 €
13/06/2008	30/01/2009	30/01/2013	Sell-Cap-plain Vanilla	USD	2 176 000 €		3,25	-46 260 €
Change à terme					USD			
06/08/2008	08/08/2008	09/04/2009	Buy / Sell	EUR/USD	1 311 992 €	-2 000 000	1,5244	-192 559 €
06/08/2008	08/08/2008	09/10/2009	Buy / Sell	EUR/USD	1 319 522 €	-2 000 000	1,5157	-92 624 €
08/08/2008	12/08/2008	11/12/2009	Buy / Sell	EUR/USD	2 017 485 €	-3 000 000	1,487	-101 404 €
18/08/2008	18/08/2008	15/01/2010	Buy / Sell	EUR/USD	1 230 517 €	-1 800 000	1,4628	-40 948 €
								-427 535 €
Swap de change					USD			
02/10/2008	06/10/2009	06/10/2008	Buy / Sell	EUR/USD	2 182 612 €	-3 000 000	1,3745	63 850 €
18/12/2008	22/12/2008	06/10/2009	Levee - Sell / Buy	EUR/USD	-2 182 612 €	3 000 000	1,3745	-65 313 €

7.4 Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond essentiellement à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

7.5 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou «tendues», sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Généralement, le Groupe s'assure qu'il dispose d'un dépôt à vue suffisant pour faire face aux dépenses opérationnelles attendues pour une période de 60 jours, incluant les paiements nécessités par le service de sa dette. Ceci exclut l'impact potentiel de circonstances extrêmes, comme les catastrophes naturelles, que l'on ne saurait raisonnablement prévoir. De plus, le Groupe maintient ses lignes de crédit.

7.6 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

Le groupe cherche à gérer dans la mesure du possible le risque de marché en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux et de devises.

VIII- Vie boursière de l'action CYBERGUN

Les cours de la bourse et les volumes de transactions ont évolué de la manière suivante :

MOIS	Ouverture	Plus Haut	Plus Bas	Clôture
avr-08	5.20	5.66	4.55	4.87
mai-08	4.87	5.70	4.65	5.70
juin-08	5.70	6.68	5.11	5.88
juil-08	5.01	5.69	4.00	5.40
aout-08	5.34	6.45	5.40	6.25
sept-08	6.25	6.25	5.00	5.00
oct-08	5.01	5.23	3.90	4.55
nov-08	4.55	5.18	3.70	4.39
déc-08	4.39	5.48	3.60	4.95
janv-09	4.95	5.95	4.72	6.00
fév-09	6.00	6.55	5.98	6.37
mars-09	6.37	6.65	6.37	6.44
avr-09	6.49	7.58	6.49	7.58
mai-09	7.50	7.61	7.10	7.28
juin-09	7.28	7.65	7.20	7.60

IX - Stocks options :

1^{er} Plan de stock options réservé aux salariés

L'assemblée Générale Extraordinaire du 12 septembre 2000 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir à certains salariés de la société des options de souscriptions dans la limite de 44 800 actions au prix de 14,50 EUR avant le 11 septembre 2008 ; aucune option n'a été souscrite

2^{ème} Plan de stock options réservé aux salariés

Date de l'AGE	25/9/2008
Date du Conseil d'Administration	2/12/2008
Nombre Total d'actions autorisées	60 000
Nombre de bénéficiaires	16
Point de départ d'exercice des bons	2/12/2008
Date d'expiration	2/12/2012
Prix de souscription	5,5 EUR
Nombre d'actions souscrites au 31/03/2009	0

Le nombre total de stocks options attribués aux salariés du groupe Cybergun est de 60 000 au 31 mars 2009.

Les modalités des options sont les suivantes : 1'option donnent le droit de souscrire à une action existante de Cybergun au prix de 5,50 € entre le 2 décembre 2008 et le 2 décembre 2010. L'exercice de ces options donnerait lieu à une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles pour un montant global de 330 000 €.

X – Bons de souscription d'actions

Dans le cadre de l'augmentation de capital de janvier 2007 ont été émis des Bons de Souscriptions par Action Remboursables A (BSAR A). Ainsi 3 BSAR A permettant de souscrire à 1 action nouvelle à 18 euros jusqu'au 31 janvier 2008 ont été créés.

Le conseil d'administration de Cybergun, réuni le 17 décembre 2007, a décidé de prolonger la date d'échéance BSAR A, du 31 janvier 2008 au 15 juillet 2009.

Les caractéristiques des BSAR A (ISIN FR0010386201 - CYBSA) sont donc désormais les suivantes :

- Nombre de bons en circulation : 505 159 ;
- 3 BSAR A permettent de souscrire à 1 action à 18 EUR ;
- Échéance : convertissable à tout moment jusqu'au 15 juillet 2009.

En juillet 2009, 117 BSAR A ont été exercés et 39 actions délivrées. Le Conseil d'administration constatera lors de sa prochaine réunion, l'augmentation de capital social correspondante.

Par ailleurs des BSAR B (ISIN FR0010386219 - CYBSB) ont été également émis avec les caractéristiques suivantes :

- Nombre de bons en circulation : 505 159 ;
- 3 BSAR B permettent de souscrire à 1 action à 27,5 EUR ;
- Échéance : convertissable à tout moment jusqu'au 15 juillet 2010.

XI- Actions gratuites .

Le conseil d'administration de Cybergun réuni le 24 Janvier 2007 a procédé à l'attribution d'actions gratuites au bénéfice des salariés du groupe dans le cadre de la délégation reçue par l'assemblée générale extraordinaire du 12 septembre 2006.

Ces actions gratuites sont émises dans le cadre de l'article L225-197-1 du code du commerce.

Un premier plan d'attribution en date du 24 janvier 2007 portant sur 48 751 actions a été décidé ; les conditions et critères d'attribution suivants :

- Ancienneté du salarié,
- Implication du salarié dans le fonctionnement et les objectifs du groupe,
- Performance individuelle du salarié, comprenant la réalisation des objectifs individuels du salarié et sa participation à la réalisation des objectifs du groupe.

L'attribution définitive des actions gratuites aux bénéficiaires est devenue définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée de deux ans qui s'est achevée le 24 janvier 2009. A l'issue de cette période d'acquisition, les bénéficiaires sont tenus de conserver ces actions, sans pouvoir les céder pendant une période de conservation de deux ans.

Dans le cadre de ce plan d'attribution le nombre d'actions gratuites s'élève à 35 800 ventilées de la façon suivante :

Salariés Cybergun sa	26 300 actions
Salariés Softair USA	8 600 actions
Salariés ASGUN doo	250 actions
Salariés Palco Sports	650 actions

Un second plan d'attribution en date du 24 janvier 2009 portant sur 9 250 actions a été proposé et ventilé de la façon suivante :

Salariés Cybergun sa	5 100 actions
Salariés Softair USA	1 000 actions
Salariés Palco Sports	1 800 actions
Salariés Tech Group UK	50 actions
Salariés Tech Group HK	650 actions
Salariés Tech Group USA	150 actions
Salariés Cybergun HK	500 actions

Au 31 mars 2009, 9 250 actions gratuites ont été attribuées à l'ensemble du personnel du groupe CYBERGUN, dont 500 actions gratuites attribuées à Monsieur Eric GRUAU.

Le nombre total d'actions gratuites attribuées au 31 mars 2009 sont de 45 050 actions.

XII - Filiales et participations :

12-1 – Filiales détenues directement

☞ MICROTRADE

La société MICROTRADE est détenue à 100 % par la société CYBERGUN SA. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 895 K euro et un résultat de (281) K euro au 31 mars 2009.

☞ FREIBURGHAUS

La société FREIBURGHAUS est détenue à 22 % par la société CYBERGUN SA. Elle a réalisé chiffre d'affaires de (en cours) francs suisses et un résultat de (en cours) francs suisses au 31 décembre 2008.

Cette société est exclue du périmètre de consolidation.

12-2 – Filiales détenues indirectement

☞ CYBERGUN INTERNATIONAL

La société CYBERGUN INTERNATIONAL est détenue à 100 % par la société MICROTRADE. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 66 616 euro et un résultat de 416 679 euro au 31 mars 2009.

☞ ASGUN DOO

La société ASGUN DOO est détenue à 100 % par la société MICROTRADE. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 808 568 euro et un résultat de 36 625 euro au 31 mars 2009.

☞ SOFTAIR

La société SOFTAIR est détenue à 100 % par la société CYBERGUN INTERNATIONAL. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 24 831 795 USD et un résultat de 142 393 USD au 31 mars 2009.

☞ PALCO

La société PALCO est détenue à 100 % par la société CYBERGUN INTERNATIONAL. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 12 000 826 USD et un résultat de 653 896 USD au 31 mars 2009.

☞ CYBERGUN USA

La société CYBERGUN USA est détenue à 100 % par la société SOFTAIR. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 257 208 USD et un résultat de 9 592 USD au 31 mars 2009.

☞ CYBERGUN HONG KONG

La société CYBERGUN HONG KONG est détenue à 100 % par la société CYBERGUN INTERNATIONAL. Elle a réalisé un chiffre d'affaires nul et une perte de (6 254) au 31 mars 2009.

☞ TECH GROUP HONG KONG

La société TECH GROUP HONG KONG est détenue à 100 % par la société CYBERGUN HONG KONG. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 6 591 926 USD et un résultat de 492 463 USD au 31 mars 2009.

☞ TECH GROUP UK

La société TECH GROUP UK est détenue à 100 % par la société TECH GROUP HONG KONG. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 481 560 GBP et un résultat de (54 148) GBP au 31 mars 2009.

☞ TECH GROUP USA

La société TECH GROUP USA est détenue à 100 % par la société TECH GROUP HONG KONG. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 882 220 USD et un résultat de (96 622) USD au 31 mars 2009.

XIII- Rémunération des mandataires sociaux de CYBERGUN SA:

Le conseil d'administration du groupe CYBERGUN a décidé, le 2 décembre 2008, d'adhérer à l'unanimité des présents, aux recommandations du MEDEF et de l'AFEP sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la société. Ces recommandations portent sur la prohibition du cumul du contrat de travail avec un mandat social de dirigeant, la proscription des parachutes dorés, le renforcement de l'encadrement des régimes de retraite supplémentaires, l'attribution de stocks options

en lien avec la politique d'association au capital, l'amélioration de la transparence sur les éléments de rémunérations des dirigeants.

Les dirigeants mandataires sociaux sont sur l'exercice 2008, Monsieur Jérôme MARSAC, Président du conseil d'administration et Monsieur Eric GRUAU, Directeur général.

Monsieur Jérôme MARSAC a perçu une rémunération de 80.195 euros et des jetons de présence à hauteur de 2.500 euros, de la société CYBERGUN et de 183.300 euros de la société HOBBY IMPORT.

Monsieur Eric GRUAU a perçu une rémunération de 103.830 euros de la société CYBERGUN.

Il n'existe pas d'engagement pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, d'un régime de retraite supplémentaire, des indemnités ou des avantages dus susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions postérieurement à celles-ci.

La seule rémunération des administrateurs est constituée de jetons de présence. Le montant des jetons de présence alloué par l'assemblée générale du 25 septembre 2008 est de 10.000 euros.

XIV– Opérations sur titres réalisés par les dirigeants

Au 1^{er} avril 2008, Monsieur Jean-Pierre LE COADOU possédait 34 180 actions Cybergun ; au 31 mars 2009, il en possédait 45.936. Le coût moyen pondéré pour les 11.756 titres acquis est de 7,10 euros.

Au 1^{er} avril 2008, Monsieur Jérôme MARSAC possédait 1.343.576 actions Cybergun ; au 31 mars 2009, il en possédait 1.363.322. Le coût moyen pondéré pour les 19.746 titres acquis est de 6 euros.

Madame Lucile MARSAC n'a effectué aucun mouvement sur ses titres, sur l'exercice 2009.

Dans la société HOBBY IMPORT (holding de Monsieur Jérôme MARSAC), il n'y a eu aucun mouvement sur titres.

Monsieur Eric GRUAU n'a effectué aucun mouvement sur ses titres, sur l'exercice 2009.

XV– Détenteurs du capital (franchissement de seuil)

En application de l'article L.233-12 et L.233-7 du code du commerce, nous vous informons du nombre d'actions auto-détenues en début d'exercice et en fin d'exercice ainsi que des franchissements de seuils sur l'exercice.

➤ Mouvements effectués par la société sur ses propres actions

Le poste « actions propres » est passé de 558 126 euro au 1^{er} avril 2008 à 1 061 881 euro au 31 mars 2009. Les actions propres sont au nombre de 196.441 au 31 mars 2009 contre 66 037 actions au 31 mars 2008.

La valeur boursière des actions propres s'établit au 31 mars 2009 à 1 265 KEUR sur la base du cours de bourse de la société Cybergun SA de 6,44 EUR.

➤ Franchissement de seuils

Aucun franchissement de seuils n'est à signaler.

XVI- Fonctions exercées par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés :

Monsieur Jérôme MARSAC, Président, détient les mandats suivants :

- Président de la S.A CYBERGUN, 9/11 rue Henri Dunant, 91070 BONDOUFLE
- Gérant de la Sarl MICROTRADE, 3 rue des Foyers, l-1537 Luxembourg
- Gérant de la Sarl JUILLARD, 9-11 rue Henri-Dunant, 91070 Bondoufle
- Gérant de la société ASGUN
- Directeur de la société CYBERGUN HONG KONG
- Administrateur de la société CYBERGUN INTERNATIONAL
- Chairman of the board et Chief Executive Officer de la société PALCO
- Administrateur de la SA ENTRE PARTICULIERS.COM (Levallois – 92)
- Administrateur délégué de la SA HOBBY IMPORT (Bruxelles)

Monsieur Jean-Marc AZOULAY, administrateur, détient le mandat suivant :

- Gérant de la SARL MGS DIFFUSION
- Gérant de la SARL MGS EXPLOITATION

Monsieur Eric GRUAU, directeur général, non administrateur, détient les mandats suivants :

- Administrateur de la Société Locale d'Épargne de Laval

Monsieur LE COADOU Jean-Pierre ne détient aucun autre mandat et n'exerce aucune autre fonction.

Monsieur Jacques MARSAC ne détient aucun autre mandat et n'exerce aucune autre fonction.

XVII - Dépenses ou charges non déductibles du résultat fiscal (art. 39-4 CGI) :

Le conseil d'administration constate que les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2009 ne prennent pas en compte des dépenses ou charges non déductibles du résultat fiscal.

XVIII- Situation financière de la société

Au 31 mars 2009, le solde des prêts bancaires pour lesquels la société Cybergun S.A. a consenti un nantissement sur son fonds de commerce s'élève à 221 K euro.

Deux emprunts sont assortis de covenants :

1. Emprunt HSBC de 246 K euro (solde au 31 mars 2009)
2. Emprunt Banque Palatine de 221 K euro : (solde au 31 mars 2009)

. Au 31 mars 2009, l'ensemble de ces ratios est respecté.

XIX- Participation des salariés au capital

Nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice écoulé, soit le 31 mars 2009.

La proportion du capital social que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du code de commerce et qui font l'objet d'une gestion collective s'élève au 31 mars 2009 : néant

XX- Situation des mandats

Le conseil d'administration constate que les mandats des commissaires aux comptes ne sont pas arrivés à expiration.

Les mandats des administrateurs ne sont pas arrivés à expiration. Monsieur Jacques MARSAC ayant démissionné de ses fonctions d'administrateur, le Conseil d'administration a proposé, à l'assemblée générale, la nomination de Monsieur Olivier AVRIL.

XXI – Informations sur l'actionnariat de la société

Groupe familial Jérôme MARSAC détient 44,28 % du capital social contre 43,57 % en 2008.

Le public détient 41,76 % du capital social contre 50,43 % en 2008.

Les dirigeants et les salariés détiennent 7,63 % du capital social, contre 4,96% en 2008.

Auto contrôle 6,33%.

XXII- Conventions réglementées

La liste des conventions intervenues entre les membres du conseil d'administration, directement ou indirectement, ainsi que celles intervenues avec un actionnaire détenant au moins 10% du capital social et entrant dans le champ d'application de l'article L.225-38 du Code de Commerce seront relatées dans le rapport spécial du commissaire aux comptes.

XXIII- Projet d'autorisation en vue de permettre à la société d'opérer en bourse sur les propres actions

Le conseil d'administration décide de proposer à la prochaine assemblée générale d'autoriser le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales conformément aux dispositions des articles L 225-209 et suivants du Code de Commerce, et aux dispositions d'application directe du règlement de la Commission Européenne du 22 décembre 2003 ainsi que par le règlement général de l'AMF et la loi 2005-842 du 26 juillet 2005, à opérer en bourse sur les actions de la société (article L.225-206 du Code du Commerce).

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués en une ou plusieurs fois par tous moyens, et à tout moment, le cas échéant en période d'offre publique.

Le prix maximum d'achat par titre ne peut être supérieur à celui de la dernière opération indépendante (dernier cours coté) ou s'il est plus élevé, de l'offre indépendante actuelle la plus élevée sur la place où l'achat est effectué.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

Le nombre maximum d'actions susceptibles d'être rachetées par la société dans le cadre de la présente résolution ne pourra excéder la limite de 10 % du capital social ou 5 % du capital s'il s'agit d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport.

Le montant des fonds que la société pourra consacrer au rachat de ses propres actions ne pourra excéder 10 millions d'euros du programme de rachat pourra être opéré par utilisation de la trésorerie disponible ou par endettement à court ou moyen terme.

Les acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de :

- de l'animation du marché du titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers (art. L.225-109-1 issu de la loi 2008-776 du 4 août 2008) ;
- consentir des options d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux de la société ou/et de son groupe, ou leur proposer d'acquérir des actions dans les conditions prévues aux articles 443-1 et suivants du code du travail et le deuxième alinéa de l'article L 225-196 du Code de Commerce (art. L.225-1755 et suivants) ;
- attribuer les titres dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion (art. L.3321-1 et suivants du Code du Travail) ;
- distribution gratuite d'actions aux salariés (art. L.225-197.1) ;
- remettre les titres en paiement ou en échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- annulation des actions dans le cadre d'une réduction de capital social non motivée par des pertes ;
- en cas de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif, permettre d'ajuster les parités.

Les actions ainsi acquises pourront être conservées, cédées et plus généralement transférées par tous moyens, conformément à la réglementation applicable.

La présente autorisation est donnée pour une période maximum de 18 mois, expirant à la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2010.

La présente autorisation annule toutes dispositions similaires qui auraient déjà été décidées par l'assemblée générale ordinaire et qui ne seraient pas encore venues à échéance.

Le conseil d'administration

Rapport du Président sur le fonctionnement du conseil et sur le contrôle interne

En application des dispositions de l'article L.225-37, alinéa 6, du code de commerce, le Président du conseil d'administration rend compte aux termes du présent rapport :

Des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 mars 2009.

Des procédures de contrôle interne mises en place par la société

De l'étendue des pouvoirs du Président.

Préparation et organisation des travaux du conseil d'administration.

Fonctionnement du conseil d'administration

Conformément aux dispositions statutaires la société est administrée par un conseil d'administration composé de trois à dix-huit membres.

Au 31 Mars 2009, l'administration de la société est confiée a un conseil d'administration de 4 membres dont un est considéré comme indépendant.

Le mandat des administrateurs est de 6 années. Il prend fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Conformément aux décisions du conseil d'administration du 11 janvier 2005, Monsieur Jérôme MARSAC Président du conseil d'administration ne cumule pas cette fonction avec celle de Directeur Général.

Conformément à l'article 10 des statuts, le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède à un examen détaillé de la marche des affaires : évolution des ventes, des achats, des marges ainsi que des dettes et créances et de la situation financière.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportun. Au cours de l'exercice 2008 (clos au 31 mars 2009), le conseil d'administration s'est réuni 7 fois.

Les points suivants ont été abordés :

Examen des comptes sociaux et consolidés annuels et trimestriels

Examen du budget 2009 et des perspectives

Analyse des grandes orientations stratégiques et validation du plan de rigueur mis en place

Examen des acquisitions passées

Examen et validation des projets de croissance externe.

Examen des engagements financiers pour l'exercice à venir .

Mouvements sur les titres

Politique de distribution d'actions gratuites et options de souscription d'actions en faveur des salariés du groupe.

Les commissaires aux comptes assistent à toutes les séances du conseil d'administration à chaque fois que celui ci est appelé à délibérer sur les comptes de la société, sur convocation par lettre ou tout autre moyen prévu par les dispositions statutaires.

Information des administrateurs

Les administrateurs reçoivent tous les documents et toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Préalablement à chaque séance du conseil, ils prennent connaissance des textes et documents, supports des points de l'ordre du jour, suffisamment à l'avance en vue d'une préparation des réunions.

Hors séance du conseil, les administrateurs reçoivent régulièrement toutes les informations importantes de la société. Ils peuvent solliciter toute explication ou la production d'informations supplémentaires et plus largement formuler toute demande d'accès à l'information qui leur semblerait utile.

Les procédures de contrôle interne

Le contrôle interne désigne l'ensemble des processus, méthodes et mesures mis en œuvre par la Direction Générale en vue de garantir une conduite ordonnée et efficace des opérations de gestion de la société.

Les procédures de contrôle interne mises en place et communes à l'ensemble des sociétés du groupe, sont destinées à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

Protection du patrimoine de l'entreprise

Identification et maîtrise des risques financiers et des risques d'erreurs ou de fraude dans les actes de gestion et dans la réalisation des objectifs suivants :

Fiabilité et sincérité des informations financières et comptables.

Respect des lois et règlements en vigueur.

Le principal objectif du contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs matérielles ou de fraude, en particulier dans les domaines comptables et financiers.

Un tel dispositif de contrôle ne peut cependant apporter qu'une assurance raisonnable et non une certitude absolue quant à l'élimination des risques.

1-Environnement général des procédures de contrôle interne

Les processus de contrôle interne clés du groupe Cybergun sont fondés sur les principaux axes suivants :

Processus opérationnels clés portant sur la gestion de la production en sous-traitance, les achats et les ventes.

Processus de gestion de la trésorerie, couverture de change, ressources humaines, charges de structures et frais généraux.

Suivi des investissements, des encaissements et des paiements.

Suivi des obligations fiscales.

Processus de traitement et de communication des informations comptables et financières.

Ces processus engendrent des informations relatives aux objectifs commerciaux, aux risques et aux stratégies de contrôle.

Le comité de direction composé du Président, du Directeur Général, du Directeur Juridique et du Directeur administratif et Financier, décide des orientations stratégiques tant en matière commerciale que comptable et financière. Il est responsable de l'élaboration des procédures de contrôle interne et des moyens mis en œuvre pour les faire fonctionner et en contrôler l'application.

Le système de reporting mensuel mis en place par la Direction facilite l'analyse des performances financières et des flux de trésorerie générés ainsi que celle de la projection du résultat opérationnel et du résultat net sur l'année en cours.

Ce reporting comporte pour chaque société du groupe, les éléments chiffrés du compte de résultat et de bilan qui sont analysés en comparaison avec les objectifs budgétaires et la réalisation de l'exercice précédent.

Le reporting mis en place et l'existence de circuits de décisions courts avec un rattachement des différentes entités du groupe au Président, permettent à la société de s'assurer d'une grande réactivité et d'une bonne visibilité de la situation économique et financière au regard des objectifs et de l'historique.

Description des processus

A partir des orientations décidées par le comité de direction, les responsables de chaque entité opérationnelle établissent un budget annuel et le présentent à ce dernier pour validation.

Celui-ci sera mis en œuvre selon un processus appliqué uniformément à chaque société du groupe.

Le processus de gestion des ressources relève de la compétence de la Direction Financière qui regroupe la communication financière, la comptabilité, le contrôle de gestion national et international, la trésorerie et les systèmes d'information.

La Direction Financière est chargée de la mise en cohérence des données financières, veille à la mise en place d'un ensemble de contrôles internes tendant à assurer la fiabilité de l'organisation comptable, du reporting et des états financiers nécessaires au respect des dates d'enregistrement des transactions, à la réalité de celles-ci et à garantir l'exhaustivité de l'information.

À ce titre la Direction Financière détermine notamment le cadre de la gestion du risque clients, des ressources humaines, des charges de structure et frais généraux, du suivi des investissements et des obligations fiscales.

Elle établit les comptes consolidés du groupe en normes IFRS et dans ce cadre, élabore les méthodes, procédures et référentiels comptables tendant à s'assurer de l'exhaustivité, de la réalité, de l'exactitude des informations comptables et financières dans des délais répondant aux exigences des marchés financiers et des obligations légales.

Ainsi dans le cadre des procédures d'arrêté des comptes et de consolidation, la direction financière définit pour chacun des processus opérationnels et financiers le cadre des traitements particuliers des informations utiles, les intervenants et les délais de communication au service comptable.

Relations avec les commissaires aux comptes

La certification des informations comptables et financières nécessite l'intervention d'un collège de deux commissaires aux comptes qui effectuent un examen limité des comptes semestriels et un audit complet des comptes annuels.

Des réunions de synthèse sont tenues après leur intervention afin de recueillir leurs analyses des comptes du groupe.

Les commissaires aux comptes procèdent également à une revue des procédures, qui vient en complément du processus d'évaluation interne en vérifiant notamment les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les procédures de contrôle interne et leur efficacité au regard de l'exactitude des informations financières.

2- Mise en œuvre du contrôle interne

Le contrôle interne est spécifique à chaque société du groupe. Il peut s'appliquer par service (marketing, R&D, commercial, etc...) ou globalement au niveau de la filiale. Sa mise en œuvre permet le rapprochement du budget arrêté avec sa réalisation effective, de s'assurer de la maîtrise des prix de revient et de la cohésion entre les volumes de marchandises commandées et les ventes à venir, le suivi de la réalisation des ventes et des marges correspondantes.

Une collaboration étroite s'instaure entre la Direction Financière et les responsables des entités opérationnelles dans le cadre de l'élaboration, du suivi et de la validation des budgets et des propositions de mesures d'ajustement rendues nécessaires par

les écarts constatés dans leur exécution, afin d'assurer la fiabilité de l'ensemble du processus et des données financières qui en sont issues.

Les informations sont recoupées et vérifiées par le contrôle de gestion international qui effectue plusieurs passages par exercice dans les filiales.

Cette façon d'opérer permet d'anticiper les inflexions de tendances et de prendre rapidement les décisions qui s'imposent.

Le suivi des obligations fiscales contribue à une gestion rigoureuse du règlement des impôts et taxes compte tenu de l'impact de ces éléments sur la détermination du résultat.

De même le contrôle interne porte sur la détermination des impacts de la fiscalité internationale eu égard à la nationalité de chaque entité à laquelle la société verse des royalties et pour lesquelles elle établit des déclarations de retenues à la source.

Le suivi des immobilisations corporelles et des actifs incorporels fait régulièrement l'objet d'une procédure d'évaluation.

Les systèmes d'information font l'objet d'une mise à jour régulière. La gestion des risques informatiques repose essentiellement sur un système performant de double sauvegarde journalière des données informatiques et par un processus de vérification régulière du niveau de sécurité offert par l'organisation informatique et par les différents matériels mis en place.

Traitement et communication des informations comptables et financières

Le contrôle interne consiste à :

Effectuer tous les trimestres un rapprochement du montant des achats issus de la gestion commerciale avec celui issu de la comptabilité générale en vue de vérifier les flux et leurs rapports à la période vérifiée (procédure de cut-off achats)

Apprécier la fiabilité de la procédure relative aux inventaires.

Appréhender dans le cadre de la gestion des ventes, l'exhaustivité des flux de ventes, d'avoirs à établir et de produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice (procédure de cut-off ventes)

Un contrôle est effectué par comparaison des chiffres issus de la gestion commerciale et ceux qui sont extraits de la comptabilité générale.

Assurer une gestion rigoureuse du risque client par un contrôle mensuel des soldes et par le suivi des garanties. (Contrat assurance créances Attradius)

Perspectives d'évolution pour l'année 2009

La société veille en permanence sur toute évolution dans son organisation de manière à anticiper, adapter et optimiser en temps réel, ses procédures de contrôle pour répondre aux exigences de la réglementation ainsi qu'aux enjeux futurs.

Dans cette optique et dans la continuité de sa démarche, la société continuera à se fixer de nouvelles priorités avec les objectifs suivants :

Amélioration continue de la formalisation des procédures

Renforcement du degré de contrôle des différentes entités du groupe

Mise en place de tests

Qualité et sincérité de l'information financière et gestion rigoureuse et efficace des principaux risques et le suivi des contraintes réglementaires.